



SEP 06 | 26

By Lodj inweek



تقديم البرنامج الانتخابي
لحزب الاستقلال

99 MESURES, 5 AXES

CE QUE PROPOSE L'ISTIQLAL POUR
LE MAROC DE 2026 À 2031



BREAKING NEWS

La police Espagnole
dément toute
implication des forces
de sécurité Marocaines

ROUND UP

Sebta occupée : 23
agressions sexuelles
recensées parmi les
migrants, dont cinq viols



www.lodj.ma

N°: 138 SEMAINE: 1

Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

04
**ÉDITO
D'OUVERTURE**

14
**BREAKING
NEWS**

36
**CULTURE
HEBDO**

42
**LIFESTYLE
HEBDO**

50
**DIGITAL
HEBDO**

58
**AUTO-MOTO
HEBDO**

64
**SANTE
HEBDO**

70
**AUTO
MOTO**

IWEEK

By Lodj



Imprimerie Arrissala

LODJ IWEEK

138

SEPTEMBRE | 2026

PRÉSIDENT ARRISSALA SA : HASSAN SENTISSI EL IDRISSE
CEO DE L'ODJ MÉDIA : ADNANE BENCHAKROUN
DIRECTEUR DIGITAL & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : NISRINE JAOUADI - BASMA BERRADA - MAMOUNE ACHARKI - SALMA LABTAR - SALMA CHMANTI HOUARI
CHRONIQUES VIDÉO - AVATAR : SOUKAINA BENSALIM - CHAYMAE ABDALLAOUI
SOCIAL MEDIA TEAM : NADA DAHANE - OUMNIA LABRITI
STUDIO TEAM : WAFAE SNINA - OUSSAMA MOUKAFI - WAHIBA MAHFOUDI
MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN
WEBDESIGNER / COUVERTURE, ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma

By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UNE BANQUE,

Mais elle investit
dans votre intelligence.



CHAQUE JOUR, NOUS PLAÇONS L'ESSENTIEL
AU BON ENDROIT : **DANS VOTRE ESPRIT.**

WWW.LODJ.MA

EDITO

99 MESURES, 5 AXES: CE QUE PROPOSE L'ISTIQLAL POUR LE MAROC DE 2026 À 2031

LÉGISLATIVES 2026 | LE PROGRAMME
DU PARTI DE L'ISTIQLAL À LA LOUPE

À quelques semaines des législatives du 23 septembre 2026, L'ODJ ouvre une série quotidienne consacrée au programme du Parti de l'Istiqlal. Pas pour en réciter les promesses, mais pour regarder ce qu'il contient réellement, ce qu'il cherche à changer et les questions que soulève sa mise en œuvre. Premier épisode : la vue d'ensemble.

Un programme électoral peut facilement devenir une succession de chiffres, de slogans et de promesses que plus personne ne lit après quelques jours de campagne.

Celui présenté par le Parti de l'Istiqlal pour les législatives de 2026 mérite pourtant d'être regardé autrement. Derrière ses 99 mesures, il tente de construire une architecture politique assez lisible : protéger la famille, restaurer la confiance, défendre le pouvoir d'achat, renforcer le service public et réduire certaines dépendances stratégiques du Maroc.

99 mesures, 5 axes

Le Parti de l'Istiqlal au service du Maroc de 2026 à 2031

Intervention de Nizar Baraka à l'occasion du lancement du programme électoral

Élections législatives - Scrutin du 23 septembre 2026

- Protection de la famille et des valeurs
- Lutte contre la corruption, la rente et les conflits d'intérêts
- Amélioration du pouvoir d'achat et renforcement de la classe moyenne
- Renforcement du service public et de l'État social
- Renforcement de la souveraineté stratégique

PI Parti de l'Istiqlal
AL BAYDOU'ATIFIGHA

Présentation du programme électoral du Parti de l'Istiqlal

Sous le slogan : « Mon pays, mon avenir »

Le programme électoral répartit précisément ces propositions en cinq grands axes :

22 mesures concernant la famille et les valeurs,
16 contre la corruption, la rente et les conflits d'intérêts,
16 sur le pouvoir d'achat et la classe moyenne,
25 consacrées au service public et à l'État social
20 à la souveraineté stratégique.

Mais les 99 mesures ne racontent pas, à elles seules, la philosophie du programme.

Le programme part d'un monde devenu beaucoup moins prévisible

Le discours de présentation de Nizar Baraka, secrétaire général du parti, ce samedi 29 août commence par un diagnostic international assez inhabituel pour un programme électoral.

Il repose sur ce que le parti appelle « cinq certitudes qui ne sont plus garanties ».

La première concerne la mondialisation : l'idée qu'un pays pourrait simplement importer ce qu'il ne produit pas est considérée comme fragilisée par la pandémie, les guerres, les tensions géopolitiques, les restrictions commerciales et le retour du protectionnisme. Le programme en tire une conséquence : réduire les dépendances stratégiques et renforcer certaines capacités nationales de production et de stockage.

Deuxième rupture : l'énergie abondante et accessible n'est plus considérée comme acquise. Pour un Maroc encore dépendant d'importations énergétiques importantes, une crise extérieure peut rapidement se transmettre aux prix, aux transports, au coût de production et, finalement, au portefeuille des ménages.

Même raisonnement pour l'eau et l'alimentation. Sécheresse, stress hydrique et changement climatique ne sont plus traités comme des accidents ponctuels mais comme des contraintes structurelles.

Quatrième bouleversement : l'intelligence artificielle et l'automatisation peuvent désormais créer de la richesse sans nécessairement créer les mêmes emplois qu'hier. Le programme pose donc la question des compétences dont auront besoin les jeunes Marocains et fait de l'école, de l'université, de la formation et de la politique numérique des composantes de la souveraineté.

Enfin, le parti considère que la stabilité géopolitique mondiale elle-même ne peut plus être considérée comme une donnée permanente.

Autrement dit, derrière le programme apparaît une idée centrale : un pays ne peut plus seulement rechercher la croissance ; il doit aussi apprendre à résister aux crises.

Première priorité : la famille, mais dans une définition très large

Le premier axe ne se limite pas aux valeurs au sens traditionnel du terme.

Il couvre aussi le mariage, les crèches, la solidarité avec les personnes âgées, le handicap, les addictions, la santé mentale et la protection des jeunes face aux risques numériques.

Parmi les propositions figurent notamment une aide pouvant atteindre 5 000 dirhams pour les jeunes qui se marient, un congé rémunéré flexible pour la garde des enfants ou encore l'intégration de la consultation psychologique dans l'Assurance maladie obligatoire.

C'est l'un des fils directeurs du programme : considérer la famille à la fois comme espace de valeurs et comme premier amortisseur social.

Corruption : le parti veut aller au-delà du slogan

Deuxième pilier : la lutte contre la corruption, la rente et les conflits d'intérêts.

On y trouve notamment une loi sur les conflits d'intérêts, la déclaration d'intérêts, le renforcement de la déclaration de patrimoine, la lutte contre l'enrichissement illicite et la protection des lanceurs d'alerte.



Certaines propositions sont beaucoup plus clivantes.

Le programme envisage ainsi un taux d'imposition de 40 % pour les situations de monopole et veut faire évoluer l'administration vers un principe simple mais potentiellement puissant : dans certaines procédures, le silence de l'administration vaudrait accord.

Ce sont précisément ces mesures qu'il faudra examiner dans cette série : leur intention est compréhensible ; leur faisabilité juridique, administrative ou économique mérite d'être décortiquée.

Pouvoir d'achat : regarder aussi ce qui se passe entre le producteur et le consommateur

Le troisième axe touche directement au quotidien.

L'Istiqlal propose notamment des sociétés régionales d'achat, de stockage et de distribution de produits agricoles et alimentaires, ainsi qu'un mécanisme national de suivi des marges bénéficiaires sur les produits de consommation courante.

Le programme prévoit également une hausse progressive du salaire minimum et des pensions, un plan national pour la classe moyenne, ainsi que des mécanismes destinés à faciliter le financement du premier logement des jeunes et des ménages intermédiaires.

École, santé, jeunesse : le service public revient au centre

Avec 25 mesures, l'axe consacré au service public est le plus fourni du programme.

L'éducation y occupe une place importante : enseignement préscolaire gratuit, lutte contre le décrochage, plateforme nationale d'apprentissage numérique et d'intelligence artificielle, prospective des métiers, mesure numérique de la qualité des établissements.

Côté santé, le parti propose notamment une ****Agence nationale des urgences****, une nouvelle gouvernance hospitalière et un parcours de soins organisé autour du médecin référent.

Pour les jeunes, une mesure retient particulièrement l'attention : le programme « Afaq », destiné à garantir une opportunité dans un délai maximal de six mois, ainsi qu'un programme de formation de ****100 000 talents numériques****.

La souveraineté ne s'arrête plus aux frontières

Le cinquième axe est probablement le plus prospectif.

Il associe eau, énergie, stockage stratégique, industrie, intelligence artificielle, cybersécurité, médicaments, agriculture, défense et flotte marchande.



CHRONIQUES VIDÉO

L'Istiqlal : la simplicité , la clarté et la réponse
aux attentes des Marocains



Le programme propose notamment une loi-cadre sur le stockage stratégique, un contenu local de 50 % dans les projets énergétiques à l'horizon 2031, 30 % accordé à la valeur produite au Maroc dans les marchés publics, ainsi qu'une chaîne nationale de l'intelligence artificielle allant de l'université jusqu'à l'industrialisation.

Il prévoit également un pôle national consacré aux principes actifs pharmaceutiques et aux vaccins, une politique de souveraineté informationnelle et la création d'une flotte marchande nationale.

Et derrière les cinq axes, une sixième question : les jeunes

Un programme électoral rappelle par ailleurs qu'un Pacte de la jeunesse, élaboré avec des jeunes issus des différentes régions et provinces du Royaume, constitue un sixième pilier associé au programme.

Ce n'est probablement pas un détail.

Car dans son discours de présentation, le parti identifie une autre fragilité, cette fois intérieure : la crise de confiance, envers les institutions élues, l'action politique et surtout l'avenir chez une partie de la jeunesse.

C'est peut-être là que se jouera une grande partie de la crédibilité du programme : faire la démonstration que la croissance, les investissements et les grands projets peuvent réellement se traduire en mobilité sociale individuelle.

Maintenant, passons les propositions à la loupe. Certaines sont immédiatement compréhensibles. D'autres demanderont des lois. Certaines supposent des arbitrages budgétaires importants. D'autres encore peuvent provoquer de vrais débats économiques ou sociétaux.

C'est précisément l'objet de cette nouvelle série de L'ODJ.

Chaque jour, nous prendrons une proposition parfois plusieurs lorsqu'elles forment un même ensemble et nous la passerons à la loupe : quel problème cherche-t-elle à résoudre ? Que propose exactement l'Istiqlal ? Qui serait concerné ? Qu'est-ce qui pourrait réellement changer ? Et quelles sont les conditions pour que la promesse devienne une politique publique ?

Pas un tract. Pas un procès. Un décryptage.

À suivre demain— Épisode 1 : 5 000 dirhams pour se marier : coup de pouce symbolique ou vraie politique familiale ?



Liste non exhaustive de la Série : « Istiqlal 2026 : ce que le programme veut changer » et « derrière les 99 mesures, quel projet de société ? »

- 1 5 000 dirhams pour se marier : coup de pouce symbolique ou vraie politique familiale ?
- 2 Moins de 15 ans sur les réseaux sociaux : l'Istiqlal veut-il ouvrir le débat sur l'âge numérique ?
- 3 Congé parental flexible : et si le père entrait vraiment dans l'équation ? l'idée d'un congé rémunéré partageable entre père et mère.
- 4 Santé mentale : l'Istiqlal veut faire entrer le psychologue dans l'AMO
- 5 Addictions : et si le Maroc commençait par les traiter comme des maladies ?
- 6 « Zéro tolérance » : que contient réellement le projet anticorruption de l'Istiqlal ?
- 7 Loi sur les conflits d'intérêts, patrimoine, enrichissement illicite, lanceurs d'alerte et contrôle.
- 8 Conflits d'intérêts : l'Istiqlal veut une loi, mais jusqu'où devrait-elle aller ?
- 9 40 % d'impôt sur les situations de monopole : mesure choc ou arme contre la rente ?
- 10 « Le silence de l'administration vaut accord » : une petite phrase qui pourrait changer beaucoup de choses
- 11 L'intelligence artificielle contre la corruption : gadget numérique ou nouvelle gouvernance ?
- 12 Le programme prévoit explicitement de mobiliser l'IA pour améliorer la gouvernance des politiques publiques.
- 13 Pouvoir d'achat : l'Istiqlal veut regarder les marges, pas seulement les prix
- 14 Du producteur au supermarché : faut-il créer des sociétés régionales de distribution alimentaire ?
- 15 SMIG et retraites : l'Istiqlal promet une hausse progressive, mais selon quel calendrier ?
- 16 La classe moyenne, grande oubliée des aides publiques ? L'Istiqlal veut lui consacrer un plan national : Fiscalité, logement, revenus, protection contre le déclassement :
- 17 Premier logement : peut-on vraiment réduire l'apport demandé aux jeunes Marocains ?
- 18 École publique : l'Istiqlal veut mesurer la qualité établissement par établissement
- 19 Préscolaire gratuit de 4 à 6 ans : une mesure sociale qui pourrait peser sur toute une génération
- 20 Médecin référent : l'Istiqlal veut-il mettre fin au parcours de soins en zigzag ?
- 21 Une Agence nationale des urgences : que changerait-elle pour un Marocain qui compose le numéro des secours ?
- 22 Le programme « Afaq » pour les NEET : ne laisser aucun jeune sans solution plus de six mois.
- 23 100 000 talents numériques : le Maroc peut-il exporter du travail plutôt que ses jeunes ?
- 24 freelancing, travail à distance, compétences numériques et exportation de services depuis le Maroc.
- 25 90 jours de carburants, quatre mois de céréales, six mois de médicaments : l'Istiqlal veut fixer des stocks minimums
- 26 « L'eau d'abord » : le programme veut-il changer la façon dont le Maroc subventionne son agriculture ? Relier aide publique, empreinte hydrique et budgets par bassin. C'est une des mesures qui touche directement au modèle agricole.
- 27 IA, médicaments, flotte marchande, énergie, alimentation, ... : jusqu'où va la nouvelle doctrine de souveraineté de l'Istiqlal ?
- 28 MRE : une « Charte des Marocains du monde », mais pour quels droits et quels engagements concrets ?

EDITO

PROGRAMME DE L'ISTIQLAL : AU MOINS, ON NE POURRA PAS DIRE QU'IL EST INCOLORE ET INODORE

Il fallait probablement s'attendre à beaucoup de choses en découvrant le programme du Parti de l'Istiqlal pour les législatives de septembre 2026.

Peut-être à un programme prudent.

Peut-être à un texte solidement installé dans l'histoire sociale et nationale du parti.

Peut-être même à ce fameux exercice électoral où l'on additionne suffisamment de bonnes intentions pour que personne ne puisse vraiment être contre.

C'est pourtant une autre impression qui domine à la lecture de ses 99 mesures organisées autour de cinq axes : famille et valeurs, lutte contre la corruption et la rente, pouvoir d'achat et classe moyenne, services publics et État social, souveraineté stratégique.



On peut approuver ce programme. On peut le critiquer. On peut considérer certaines propositions trop ambitieuses, d'autres discutables, d'autres encore difficiles à financer ou à mettre en œuvre.

Mais il devient difficile de le qualifier d'incolore et inodore. Et encore moins de mou.

Premier étonnement : l'Istiqlal s'aventure sur des terrains où on ne l'attendait pas nécessairement.

Le parti propose ainsi une aide pouvant atteindre 5 000 dirhams pour les jeunes qui s'apprêtent à se marier. (il fallait oser) .Il prévoit aussi une déduction fiscale pour certaines dépenses de scolarité des enfants et un congé flexible et rémunéré pour la garde des enfants.

On peut sourire des 5 000 dirhams. On peut juger la somme symbolique. On peut surtout poser la vraie question : une politique publique peut-elle contribuer à lever certains obstacles économiques à la constitution d'une famille ?

Mais justement : il y a matière à débat. Et c'est cela qui est intéressant.

Même chose avec les addictions. Le programme propose de reconnaître l'addiction comme une maladie chronique et l'addictologie comme une spécialité médicale. Sur la santé mentale, il veut intégrer la consultation psychologique dans l'Assurance maladie obligatoire.

Pour un parti plus que huit fois décennal, voilà des sujets étonnamment contemporains.

Et puis arrive le chiffre de 40 %. L'autre surprise est économique.

Dans son chapitre consacré à la corruption, à la rente et aux conflits d'intérêts, l'Istiqlal ne se contente pas des formulations habituelles sur la transparence et la bonne gouvernance.

Il propose notamment une loi sur les conflits d'intérêts, l'élargissement de la déclaration d'intérêts, le renforcement de la déclaration de patrimoine et la lutte contre l'enrichissement illicite.

Mais une proposition tranche davantage encore : appliquer un taux de 40 % d'impôt sur les sociétés aux situations de monopole. Le programme prévoit parallèlement de renforcer les missions du Conseil de la concurrence et de réviser la loi sur la liberté des prix.

Là encore, on peut discuter. Pourquoi 40 % ? Selon quels critères une situation de monopole serait-elle caractérisée ? Avec quels effets économiques ? Et comment éviter les effets pervers ?

Toutes ces questions sont légitimes. Mais personne n'osera ensuite de qualifier cela de centrisme mou !

Cela devient compliqué. Un conservatisme social qui se modernise. Car derrière ces mesures commence à apparaître une cohérence idéologique.

L'Istiqlal ne renonce pas à son ADN familial et social. Il tente plutôt de le projeter dans les préoccupations de 2026.

La famille reste centrale, mais elle rencontre désormais la santé mentale, les addictions, la petite enfance, le numérique, le logement et les difficultés économiques des jeunes.

Le programme conserve parallèlement une conception assez interventionniste de l'économie : suivi des marges sur les produits de consommation quotidienne, hausse progressive du salaire minimum et des retraites, plan de renforcement de la classe moyenne, mobilisation du foncier public pour produire du logement abordable.

Ce n'est donc pas exactement du libéralisme économique classique. Mais ce n'est pas davantage une social-démocratie importée mais bien Marocaine.

Cela ressemble plutôt à une vieille matrice istiqalienne remise au goût du jour : famille, solidarité, classe moyenne, production nationale, intervention publique et souveraineté.

De la semence à l'intelligence artificielle. Le cinquième axe pousse cette logique beaucoup plus loin.

L'Istiqlal parle de souveraineté financière et monétaire, d'eau, d'énergie, de contenu local, de marchés publics, d'automobile, d'aéronautique, de phosphate, d'industrie de défense, d'intelligence artificielle, de cybersécurité, de semences, de médicaments et de vaccins.



Une proposition résume assez bien la philosophie : attribuer un poids de 30 % au critère de la valeur produite au Maroc dans les marchés publics. Une autre vise à porter le contenu local des projets énergétiques à 50 % à l'horizon 2031.

Là encore, le choix politique est identifiable : lorsqu'il existe un arbitrage entre dépendance extérieure et production nationale, le programme privilégie explicitement la seconde.

Enfin quelque chose avec lequel on peut être en désaccord. C'est peut-être finalement la principale qualité politique de ce programme. Il permet le désaccord donc le débat.

5 000 dirhams pour accompagner le mariage.

40 % d'impôt sur les situations de monopole.

Protection des jeunes face aux risques des réseaux sociaux.

Psychologue dans l'AMO.

Soutien aux lanceurs d'alerte.

30 % de poids pour la valeur produite au Maroc dans les marchés publics.

Une chaîne nationale de l'intelligence artificielle allant de l'université à l'industrialisation.

Voilà des propositions que l'on peut défendre, contester, amender ou combattre.

Mais elles disent quelque chose : Une élection démocratique ne devrait d'ailleurs pas être un concours destiné à déterminer quel parti réussira à présenter le programme le moins susceptible de déranger qui que ce soit.

Elle devrait permettre aux électeurs de choisir entre des projets reconnaissables.

Évidemment, le programme de l'Istiqlal devra subir l'épreuve des chiffres. Il faudra calculer le coût des engagements, examiner leur faisabilité et surtout confronter les promesses à la capacité réelle de les exécuter. C'est le travail normal du débat politique et journalistique.

Mais une première conclusion peut déjà être tirée.

Ce programme n'est ni incolore, ni inodore. Il n'est pas davantage un texte mou cherchant systématiquement refuge au milieu du terrain.

Et surtout, à sa lecture, on ne retrouve pas cette désagréable impression de copier-coller où il suffirait de changer le logo sur la couverture pour passer du programme d'un parti à celui d'un autre.

Il y a ici une matrice reconnaissable : la famille et la solidarité, la classe moyenne et l'État social, la lutte contre la rente, la préférence pour la production nationale et une conception très large de la souveraineté.

On pourra juger cette orientation trop interventionniste pour certains, trop conservatrice sur certains sujets ou au contraire étonnamment moderne sur d'autres.

C'est précisément ce qui fait son intérêt.

Une signature politique assumée ne garantit jamais une victoire électorale. Mais elle donne au moins aux Marocains quelque chose de clair à juger.



Par Adnane Benchakroun

I-NEWS



ISTIQLAL 2026 : DERRIÈRE LES CINQ AXES, UN
PROGRAMME PRESQUE « FULL DIGITAL »



LA POLICE ESPAGNOLE DÉMENT TOUTE IMPLICATION DES FORCES DE SÉCURITÉ MAROCAINES

La Police Nationale Espagnole a formellement démenti, ce mercredi, toute implication des forces de sécurité marocaines dans les événements survenus à Sebta les 30 et 31 juillet. Cette mise au point officielle vient contredire les accusations qui circulaient depuis plusieurs heures dans certains médias et cercles politiques espagnols.

La controverse avait éclaté rapidement après la diffusion d'informations faisant référence à un prétendu rapport policier susceptible de mettre en cause des éléments marocains.

Certains médias évoquaient notamment la présence supposée de membres de la Gendarmerie royale ou d'individus en civil à proximité des groupes de migrants. C'est le directeur général de la Police nationale, Francisco Pardo, qui a mis fin à ces spéculations à l'issue d'une réunion avec le ministre de l'Intérieur Fernando Grande-Marlaska, en affirmant qu'aucun document policier n'établit une responsabilité marocaine dans ces événements.

Cette clarification rejoint la position déjà exprimée par le Premier ministre Pedro Sánchez, qui avait indiqué que ni les autorités espagnoles ni les services de renseignement ne disposaient d'éléments permettant d'impliquer le Maroc. Le démenti souligne également un problème récurrent : des informations fragmentaires liées à l'immigration peuvent rapidement alimenter des accusations politiques avant même la conclusion des enquêtes judiciaires.

Concernant l'alerte sécuritaire diffusée le 29 juillet, Francisco Pardo a précisé qu'il s'agissait d'un avertissement routinier sur les risques frontaliers, et non d'une information spécifique annonçant une entrée massive de migrants.



La polémique avait pourtant déjà gagné le monde politique espagnol. Le chef du Parti populaire, Alberto Núñez Feijóo, avait réclamé des explications et envisagé des démarches diplomatiques envers Rabat, tandis que des membres de Sumar demandaient davantage de transparence. Le ministre de la Justice Félix Bolaños a appelé à la prudence, rappelant la nécessité d'examiner l'ensemble des éléments avant toute conclusion.

Cette affaire illustre ainsi les dangers des accusations prématurées fondées sur des fuites et des interprétations plutôt que sur des faits établis, particulièrement dans le cadre d'une relation stratégique aussi importante que celle qui lie Madrid et Rabat. Tant que l'enquête judiciaire se poursuit, les conclusions officielles doivent prévaloir sur les spéculations médiatiques et politiques.

[LIRE LA SUITE](#)

REPORTAGE



DEPUIS SALÉ, LE PARTI DE
L'ISTIQLAL PRÉSENTE SES
CANDIDATS ET SON PROGRAMME
SOUS LE SLOGAN « MA PATRIE...
MON AVENIR »



TOURISME : DÉJÀ 9,4 MILLIONS DE VISITEURS, MAIS RABAT ET OUARZAZATE VOLENT LA VEDETTE



Le Maroc poursuit sa croissance touristique. Pourtant, le signal le plus intéressant du semestre pourrait être moins le record national que la montée de destinations jusqu'ici secondaires dans la carte touristique du Royaume.

Le Maroc approche 9,4 millions de visiteurs au premier semestre 2026 et engrange 64,9 milliards de dirhams de recettes voyages. Mais derrière ces résultats désormais presque habituels, deux chiffres méritent davantage d'attention : les nuitées progressent de 23 % à Ouarzazate et de 20 % à Rabat. Un signal encore fragile, mais potentiellement révélateur d'un tourisme marocain qui commence à mieux se répartir sur le territoire.

Il devient presque difficile de surprendre avec les statistiques du tourisme marocain. Records d'arrivées, progression des recettes, nouvelles liaisons aériennes : depuis trois ans, les indicateurs s'alignent dans la même direction.

Le premier semestre 2026 ne déroge pas à la règle.

Près de ****9,4 millions de visiteurs**** ont été enregistrés à fin juin, soit 6 % de plus qu'un an auparavant. Dans le même temps, les nuitées des établissements touristiques classés ont progressé de 9 % et les recettes voyages ont atteint 64,9 milliards de dirhams, en hausse de 15,9 %.

Mais le chiffre le plus intéressant est peut-être caché quelques lignes plus bas dans la note de conjoncture de la DEPF.

À Ouarzazate, les nuitées augmentent de 23 %. À Rabat, de 20 %. Aucune des grandes destinations traditionnelles ne fait aussi bien : Agadir et Casablanca progressent de 11 %, Marrakech et Tanger de 10 %.

Une géographie touristique qui s'élargit ?

Il faut garder la tête froide. Ouarzazate part d'un volume beaucoup plus faible que Marrakech ou Agadir. Une progression de 23 % ne signifie donc évidemment pas que la ville du cinéma et du désert est devenue la première destination touristique du Royaume..

[**LIRE LA SUITE**](#)

IMAGE DE LA SEMAINE



Le prince Moulay Hicham annonce sur son compte Instagram la naissance de son deuxième petit-fils Hamza.

INCLUSION SOCIALE : CE QUI A CHANGÉ EN QUELQUES MOIS POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP AU MAROC

500 millions de dirhams mobilisés, 70 000 élèves intégrés, près de 1 000 recrutements dans le secteur public, une carte offrant 50 % de réduction sur le train, des dizaines de milliers d'enfants accompagnés et un nouveau chantier sur le vieillissement. Le bilan présenté par le Secrétariat d'État chargé de l'Inclusion sociale surprend d'abord par la densité des mesures engagées en relativement peu de temps. Derrière les chiffres, une politique publique longtemps discrète semble avoir changé de rythme.

Il existe des politiques publiques qui occupent quotidiennement l'espace médiatique et d'autres dont on ne mesure l'ampleur qu'au moment de dresser le bilan. L'inclusion sociale appartient probablement à cette seconde catégorie.



Le document de bilan publié par le Secrétariat d'État chargé de l'Inclusion sociale permet justement de prendre la mesure du travail engagé en faveur des personnes en situation de handicap et des personnes âgées.

Et, à sa lecture, une première impression domine : beaucoup de chantiers ont été ouverts ou accélérés dans un laps de temps relativement court.

L'ambition affichée est d'abord de changer de philosophie. Il ne s'agit plus de considérer le handicap uniquement sous l'angle de l'assistance, mais de passer progressivement à une politique fondée sur les droits, l'égalité des chances, l'accessibilité et l'autonomie.

Cette orientation s'incarne notamment dans le deuxième Plan national de promotion des droits des personnes en situation de handicap. Celui-ci comprend 407 mesures et actions, réparties sur cinq axes stratégiques et élaborées avec la participation de 26 départements ministériels.

500 millions de dirhams et un changement d'échelle

L'effort budgétaire constitue l'un des marqueurs les plus visibles de cette accélération.

Les crédits mobilisés dans le cadre du Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale sont passés de 203 millions de dirhams en 2020 à 500 millions en 2025, soit une progression annoncée de 164 %. Le dispositif a également permis de financer des aides techniques, des équipements compensatoires et différentes formes d'accompagnement.

LIRE LA SUITE

DÉCLARATION DE LA SEMAINE

***ENVIRON 29%
DES MÉNAGES
MAROCAINS
COMPTENT AU
MOINS UNE
PERSONNE EN
SITUATION DE
HANDICAP.***



Abdeljebbar Rachidi
Le secrétaire d'État



BADR HARI : SON AVOCAT CLARIFIE LES CIRCONSTANCES DE SON ARRESTATION

Après l'interpellation de Badr Hari mardi à Amsterdam, son avocat néerlandais, Sem Polat, a publié une mise au point pour préciser les circonstances de cette procédure. La défense affirme que le champion marocain de kick-boxing s'est présenté spontanément à la police et nie toute accusation de violence physique.

Le développement durable d'un pays ne se mesure pas uniquement à ses performances sportives.

Il se construit par la qualité de son système éducatif, l'accès à des soins de santé performants, la création d'emplois, le soutien à la recherche, à l'innovation, à la culture, à l'artisanat, à l'agriculture, à l'industrie, à la protection de l'environnement et à l'amélioration constante des conditions de vie des citoyens.

Le sport est un formidable vecteur d'unité, d'image internationale et de cohésion sociale. Il mérite d'être soutenu. Mais il ne peut constituer l'unique horizon d'une politique publique. Les investissements dans le sport doivent s'inscrire dans une vision globale où chaque secteur contribue au progrès national.

Une société équilibrée est celle qui avance simultanément sur tous les fronts : éducation, santé, justice sociale, économie, culture, innovation et développement territorial.

Un différend familial au cœur de l'enquête

D'après les explications de l'avocat, l'affaire s'inscrit dans le cadre d'un différend familial persistant entre Badr Hari et son ex-épouse.

Ce conflit remonterait à leur divorce et concernerait notamment des désaccords liés à l'éducation de leurs enfants. La défense tient toutefois à préciser qu'aucune accusation de violence physique ne figure dans le dossier.

Badr Hari, de son côté, rejette catégoriquement les accusations portées contre lui. Selon son avocat, le kick-boxeur estime que les allégations formulées à son encontre « ne reflètent en rien la réalité des faits ».

La défense appelle au respect de la vie privée

Tout en contestant les faits qui lui sont reprochés, Badr Hari entend respecter le déroulement de la procédure judiciaire. Son avocat affirme que la défense reste confiante quant à l'établissement de la vérité au terme de l'enquête.

Le conseil du sportif appelle également au respect de la vie privée de la famille, alors que les détails de l'affaire restent pour l'heure limités.

Les autorités néerlandaises avaient annoncé mardi l'interpellation de Badr Hari à Amsterdam dans le cadre de soupçons de menaces et d'injures. Elles n'avaient toutefois pas précisé l'identité de la personne présumément visée ni fourni davantage d'éléments sur les circonstances exactes des faits.

[LIRE LA SUITE](#)

POST DE LA SEMAINE



**Thaïlande : fin de l'exemption
de visa pour les Marocains
à partir du 15 septembre**

**Thaïlande : fin de l'exemption
de visa pour les Marocains à
partir du 15 septembre**



1.003 CANDIDATURES EN 48 HEURES : LA VRAIE CARTE DE LA BATAILLE ÉLECTORALE COMMENCE À APPARAÎTRE

Deux jours après l'ouverture du dépôt des candidatures aux législatives du 23 septembre, le ministère de l'Intérieur comptabilisait déjà 1.003 déclarations. Plus intéressant encore : toutes les circonscriptions locales et régionales sont désormais couvertes.

La campagne officielle ne commencera que le 10 septembre, mais la géographie réelle du combat électoral commence, elle, à prendre forme.

Il y a les sondages.
Il y a les discours des chefs de parti.
Il y a les ambitions affichées.

Et puis il y a une réalité beaucoup plus concrète : qui se présente réellement, et où ?

C'est maintenant que cette carte commence à apparaître.

Attention : déclaration ne signifie pas encore candidature définitivement validée

La procédure comporte deux étapes.

Le candidat effectue d'abord sa déclaration sur la plateforme électronique dédiée. L'original du dossier doit ensuite être déposé directement auprès de l'autorité compétente.

Il faudra donc attendre la fin du processus pour disposer de la photographie définitive.

La période de dépôt se termine le 9 septembre à midi.

La campagne officielle se déroulera ensuite du 10 au 22 septembre, avant le vote du mercredi 23.

Maintenant, regarder les circonscriptions

À L'ODJ, le chiffre de 1.003 nous intéresse moins que ce qu'il permettra bientôt d'observer. Car une élection législative ne se gagne pas uniquement dans les studios de télévision ou sur Facebook.

Elle se gagne territoire par territoire.

Que le PAM présente-t-il face au RNI ?

Où l'Istiqlal place-t-il ses candidats les plus solides ?

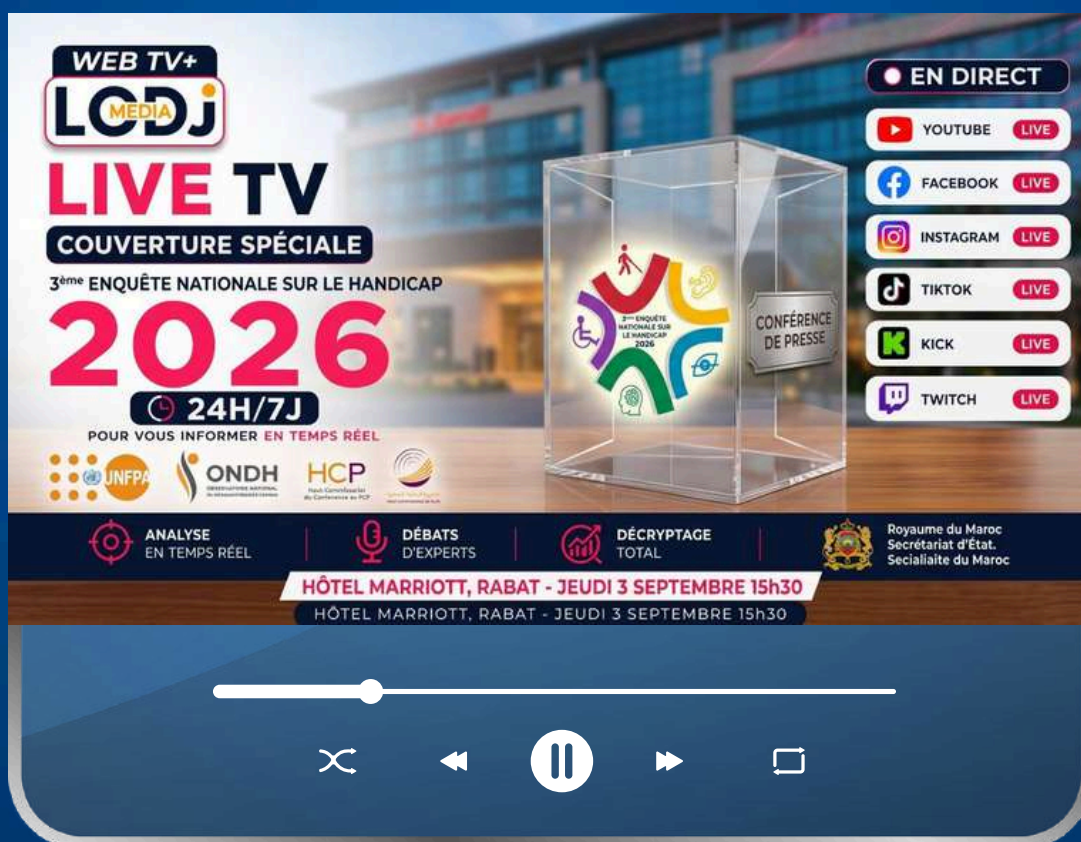
Dans quelles circonscriptions l'USFP peut-il progresser ?

Quels sortants changent d'étiquette ?

Où apparaissent de nouveaux profils ?

Et surtout : quelles circonscriptions peuvent réellement faire basculer plusieurs sièges d'un parti à l'autre ?

VIDÉO DE LA SEMAINE



Rediffusion : présentation des résultats de la
troisième enquête nationale sur le handicap 2026





CEUTA : APRÈS LA FRONTIÈRE ET LES RÉSEAUX SOCIAUX, LA CRISE GAGNE MAINTENANT LA RUE

Nous écrivions cette semaine que la crise de Ceuta était devenue une guerre informationnelle. Elle vient de franchir une nouvelle étape. Des milliers d'habitants ont manifesté mercredi dans l'enclave espagnole contre la gestion de la crise migratoire par Madrid. En quelques semaines, une séquence partie notamment des réseaux sociaux s'est transformée en mouvement migratoire massif, puis en crise politique et sociale.

C'est presque une démonstration grandeur nature de la manière dont une crise contemporaine peut changer de nature.

D'abord, il y a eu les écrans.

Des contenus circulant sur les réseaux sociaux présentaient notamment la frontière de Ceuta comme plus facile à franchir et diffusaient des informations contestées ou fausses sur les possibilités de retour au Maroc.

Puis il y a eu la frontière.

Les 30 et 31 juillet, plus de 72.000 personnes ont franchi irrégulièrement la frontière depuis le Maroc, selon les chiffres rapportés par Reuters.

Puis est venue la polémique internationale.

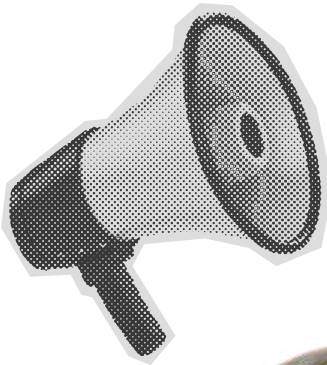
Pedro Sánchez a accusé des réseaux russes, israéliens et d'extrême droite d'avoir contribué à amplifier la désinformation entourant la crise. Ces accusations restent contestées et leur attribution précise n'a pas été publiquement démontrée.

Le Premier ministre espagnol a, en revanche, écarté l'hypothèse d'une implication des autorités marocaines.

Et maintenant, il y a la rue.

[LIRE LA SUITE](#)

BUZZ DE LA SEMAINE



**SI MARINE LE PEN ARRIVE AU POUVOIR...
IL Y AURA UNE AMENDE SUR LE PORT DU
VOILE EN FRANCE.**

SEBTA OCCUPÉE : 23 AGRESSIONS SEXUELLES RECENSÉES PARMI LES MIGRANTS, DONT CINQ VIOLS

International



Le parquet espagnol a recensé 23 agressions sexuelles visant des migrants à Sebta occupée depuis la vague d'entrées massives survenue dans la ville le 30 juillet dernier. Parmi les faits enregistrés figurent cinq viols. Huit hommes font actuellement l'objet d'enquêtes judiciaires, selon des informations rapportées par plusieurs médias espagnols.

D'après les données communiquées par le parquet, les personnes visées par ces investigations sont quatre ressortissants marocains, trois Espagnols et un Belge. L'identité des autres suspects potentiellement impliqués dans les agressions recensées ces dernières semaines reste, à ce stade, inconnue.

Le bilan a par ailleurs été revu à la hausse. Le parquet avait annoncé lundi un total de 21 affaires avant de porter ce chiffre à 23. Parmi les victimes figurent neuf filles et adolescentes âgées de 14 à 17 ans, ainsi qu'un homme issu de la communauté LGBTQ+, également victime d'une agression sexuelle.

Des mineures particulièrement vulnérables

Ces chiffres interviennent dans un contexte de forte pression sur les structures d'accueil de Sebta occupée,

près d'un mois après une importante vague d'entrées irrégulières. Selon les sources espagnoles citées par les médias locaux, entre 70.000 et 80.000 personnes auraient participé à ce mouvement depuis le 30 juillet.

Cette situation a fortement sollicité les dispositifs d'hébergement, les services sociaux et les forces de sécurité. Une partie des arrivants se trouve encore dans les rues ou dans des structures d'accueil provisoires.

Auditionnée devant la Commission de l'égalité de la Chambre des représentants, la ministre espagnole de l'Égalité, Ana Redondo, a évoqué les chiffres du parquet et détaillé les mesures prises pour assurer la protection des victimes. Elle a précisé que les neuf mineures concernées avaient été prises en charge dans un centre spécialisé dans les violences sexuelles, accessible 24 heures sur 24.

La ministre a demandé que les victimes puissent rester dans ce centre au-delà de la durée habituelle de 72 heures lorsqu'aucune solution « fiable et sûre » n'est disponible. Elle a également plaidé pour le maintien permanent des services psychologiques, médicaux et juridiques destinés aux victimes.

LIRE LA SUITE

GOOD NEWS GOOD NEWS

LE MARCHÉ AUTOMOBILE MAROCAIN PROGRESSE DE 14,2% À FIN AOÛT 2026



Le marché automobile marocain maintient une croissance à deux chiffres sur les huit premiers mois de 2026. Selon les données de l'AIVAM, 167.465 véhicules neufs ont été vendus entre janvier et août, en hausse de 14,2% sur un an. Une dynamique qui masque toutefois un net coup de frein en août, où les ventes n'ont progressé que de 0,9%.



UKRAINE : LA GUERRE CHANGE D'ÉCHELLE SANS CHANGER DE FRONT POUR L'INSTANT

Le front terrestre reste largement figé, mais le conflit déborde désormais très loin derrière les lignes. Drones à réaction russes, frappes ukrainiennes contre les raffineries et les bases aériennes, attaques prolongées contre les villes : après quatre ans et demi de guerre, Moscou et Kyiv déplacent la bataille vers la profondeur stratégique.

La carte du front donne une impression trompeuse de stabilité. Depuis plusieurs semaines, les lignes bougent peu, les avancées russes restent lentes et aucune percée décisive ne s'impose. Pourtant, la guerre d'Ukraine est en train de changer d'échelle. Elle se joue de moins en moins seulement dans les tranchées du Donbass et de plus en plus à des centaines de kilomètres derrière elles.

Le paradoxe est saisissant.

Sur le terrain, l'armée russe continue de progresser, notamment dans la région de Donetsk, mais sans provoquer l'effondrement attendu des défenses ukrainiennes. Selon l'Institute for the Study of War, les forces russes n'auraient consolidé ou conquis qu'environ 90 km² supplémentaires en août. L'offensive printemps-été n'a donc pas produit, à ce stade, de véritable rupture opérationnelle.

Mais pendant que le front terrestre avance lentement, le ciel accélère.

Des drones plus rapides, des attaques presque continues

La Russie modifie profondément sa campagne aérienne.

Dans la nuit du 31 août au 1er septembre, Moscou a lancé 218 drones, auxquels se sont ajoutés plusieurs types de missiles. Surtout, une part croissante de ces appareils est désormais constituée de drones à réaction, plus rapides et nettement plus difficiles à intercepter.

Selon les données citées par l'ISW, plus de 2 800 drones à réaction auraient été utilisés en août. Leur taux d'interception serait proche de 60 %, contre 90 à 95 % pour les drones à moteur conventionnel.

Le changement n'est pas uniquement technologique.

Moscou multiplie désormais les frappes en journée et les vagues prolongées. Fin août, certaines attaques contre Kyiv et sa région se sont étalées sur plus de vingt-quatre heures, frappant logements, entrepôts, infrastructures commerciales et industrielles.

[**LIRE LA SUITE**](#)



TRUMP VIENT-IL DE FAIRE BASCULER LA GUERRE CONTRE L'IRAN DANS UNE DEUXIÈME PHASE ?

Après un mois de relative accalmie, Washington frappe de nouveau massivement l'Iran et Téhéran riposte dans plusieurs pays du Golfe. Plus qu'un nouvel épisode militaire, le 1er septembre pourrait marquer un changement de nature du conflit : le dossier nucléaire recule, tandis que le détroit d'Ormuz, les routes pétrolières et la capacité de nuisance iranienne deviennent le véritable centre de gravité de la guerre.

La guerre n'avait jamais réellement cessé. Mais elle vient peut-être de changer de visage.

Le 1er septembre, les forces américaines ont lancé une nouvelle vague de frappes contre des cibles des Gardiens de la révolution en Iran. Le CENTCOM affirme avoir visé des systèmes de défense aérienne, des radars, des moyens maritimes, des capacités de mouillage de mines ainsi que des infrastructures de communication. L'Iran a répondu par des missiles et des drones contre des intérêts américains dans plusieurs pays de la région.

La séquence est suffisamment importante pour poser une question : Donald Trump vient-il de faire entrer la guerre dans une deuxième phase ?

D'une guerre de destruction à une guerre de contrôle

La première phase, déclenchée fin février, avait surtout consisté à réduire brutalement les capacités militaires iraniennes : missiles, drones, défenses aériennes, infrastructures de commandement et capacités navales.

Six mois plus tard, Washington estime avoir profondément affaibli l'outil militaire iranien. Le CENTCOM affirme notamment avoir détruit ou endommagé une grande partie de son industrie balistique et de ses défenses aériennes. Ces chiffres restent évidemment ceux du commandement américain et doivent être lus comme tels.

Mais le problème stratégique n'a pas disparu. Il s'est déplacé.

L'Iran conserve encore suffisamment de moyens asymétriques pour compliquer la circulation maritime, lancer des drones et missiles, menacer des bases américaines et entretenir une instabilité permanente autour du détroit d'Ormuz.

EN INDE, LES DÉMOLITIONS DE MOSQUÉES RAVIVENT LE PROCÈS DE LA « JUSTICE AU BULLDOZER »

International



Plusieurs lieux musulmans ont été détruits dans des territoires dirigés par le BJP. Les autorités invoquent des occupations illégales, tandis que des associations dénoncent une application sélective du droit.

Des médias et des associations font état d'au moins 23 lieux religieux musulmans détruits en 45 jours dans des territoires gouvernés par le BJP. Plusieurs cas sont établis, mais leur total exact et leur conformité juridique restent à documenter.

En Inde, le bulldozer est devenu davantage qu'un engin de chantier. Il est désormais le symbole d'une controverse nationale sur la manière dont le droit de l'urbanisme et de la propriété est appliqué aux minorités.

Selon un décompte publié en juin par le média Muslim Mirror, plus de 23 mosquées, madrasas, mausolées soufis et espaces de prière auraient été démolis en 45 jours dans six territoires gouvernés par le Bharatiya Janata Party, le parti du Premier ministre Narendra Modi. Cette comptabilité a été reprise par plusieurs organisations musulmanes, mais elle ne peut être considérée comme un bilan officiel consolidé.

Le phénomène, en revanche, n'est pas fictif. Des démolitions ont été documentées à Delhi, dans l'Uttar Pradesh et au Rajasthan. Dans les districts frontaliers de Barmer et Jaisalmer, les autorités ont mené des opérations contre des bâtiments présentés comme des empiètements sur des terres publiques, pastorales ou agricoles. À Malana, une mosquée a notamment été rasée dans le cadre d'une campagne visant les constructions irrégulières près de la frontière avec le Pakistan.

La justification officielle repose sur le droit foncier et, dans certaines zones frontalières, sur des impératifs de sécurité. Les opposants et les organisations de défense des droits ne contestent pas que l'État puisse démolir une construction réellement illégale. Ils demandent toutefois pourquoi les opérations recensées semblent se concentrer sur des institutions musulmanes et si les mêmes critères sont appliqués aux édifices appartenant à d'autres communautés.

Cette interrogation intervient dans un climat déjà tendu. Depuis plusieurs années, des gouvernements régionaux dirigés par le BJP utilisent la démolition contre des biens associés à des personnes accusées de violences ou d'infractions.

[LIRE LA SUITE](#)

PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

**JEUX MÉDITERRANÉENS 2026 :
LE MAROC CLÔT SA PARTICIPATION
AVEC UNE MOISSON DE 44
MÉDAILLES, DONT 16 EN OR**



TÉLÉGRAMME

By Lodi

Nouvelle vague de chaleur et orages dans plusieurs régions du Maroc

Une vague de chaleur avec des températures pouvant atteindre 45 °C est attendue de jeudi à vendredi dans plusieurs régions du Maroc, selon la DGM.

Les provinces concernées par les plus fortes températures incluent notamment Marrakech, Fès, Meknès, Kénitra, Errachidia et Zagora. Des températures allant de 38 à 42 °C sont également prévues dans plusieurs autres provinces, dont Rabat, Salé, Settat et Khouribga.

Par ailleurs, des averses orageuses accompagnées de grêle et de fortes rafales sont annoncées dans plusieurs régions.



ONCF : des perturbations temporaires prévues sur plusieurs lignes

L'ONCF annonce des perturbations temporaires liées aux travaux de la LGV Kénitra-Marrakech. Les 5 et 6 septembre 2026, plusieurs dessertes seront adaptées, notamment les TNR vers El Jadida, Settat et l'Aéroport, avec limitations, suspensions ou navettes de remplacement.

Un nouveau plan de transport entrera aussi en vigueur le 14 septembre, avec des changements d'horaires, des limitations de parcours et la fermeture progressive de certaines gares. Les voyageurs sont invités à consulter les canaux officiels avant leur départ.

Des libraires décident de boycotter les manuels scolaires des Écoles pionnières

À l'approche de la rentrée scolaire, plusieurs libraires ont décidé de ne pas commercialiser les manuels du programme des Écoles pionnières, en raison d'un différend avec les éditeurs concernant leurs marges bénéficiaires. Cette situation risque de compliquer la tâche des parents, qui pourraient avoir du mal à trouver tous les ouvrages nécessaires au même endroit.

De son côté, la Ligue des libraires au Maroc pointe du doigt la concurrence exercée par des acteurs non professionnels et réclame une résolution rapide de ces problèmes, afin que les élèves et leurs familles ne soient pas pénalisés par cette situation.



PERISCOPE MAROC

By Lodi

Législatives : l'INPPLC remet l'intégrité électorale au centre du scrutin

À moins de trois semaines des législatives du 23 septembre 2026, l'Instance nationale de la probité, de la prévention et de la lutte contre la corruption adresse un message qui paraît évident mais qui, en période électorale, mérite d'être formulé clairement : le vote doit relever de la conviction, pas de la contrepartie.

Dans une vision institutionnelle rendue publique le 4 septembre, l'INPPLC appelle partis, candidats, institutions et citoyens à faire de l'intégrité une responsabilité collective tout au long du processus électoral.

[LIRE LA SUITE](#)



Maroc-Japon : la coopération sécuritaire au centre d'un entretien à Rabat

Le directeur général de la Sûreté nationale et de la Surveillance du territoire, Abdellatif Hammouchi, a reçu à Rabat l'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon. L'entretien a porté sur la coopération sécuritaire bilatérale et les moyens de renforcer les échanges entre les deux pays.

Ce type de rencontre permet d'aborder la lutte contre la criminalité transnationale, la cybersécurité, le partage d'expertise et la formation. Les deux parties peuvent également travailler sur la prévention des risques liés aux grands événements,

[LIRE LA SUITE](#)

Enfants dans les conflits : le Maroc plaide pour la prévention et la réintégration

Le Maroc a appelé, devant le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, à renforcer la prévention du recrutement des enfants dans les conflits armés, leur protection et leur réintégration. La position marocaine condamne l'enrôlement par les groupes armés comme une violation grave du droit humanitaire.

L'intervention met l'accent sur des programmes associant scolarisation, suivi psychosocial et formation. Cette approche considère la sortie d'un groupe armé comme le début d'un parcours de reconstruction,

[LIRE LA SUITE](#)



PERISCOPE MONDE

By Lodi

Espagne : manifestations contre les migrants dans plus de 260 communes

Plus de 260 communes mobilisées contre la présence de migrants après les tensions à Sebta

Plus de 260 communes espagnoles ont organisé mercredi des rassemblements en soutien à Sebta, après l'arrivée massive de migrants fin juillet. Les mobilisations, coordonnées notamment par la FEMP, interviennent dans un contexte de fortes tensions autour de leur présence.

À Sebta, des habitants s'en sont pris à des migrants et ont même bloqué un convoi humanitaire.

[LIRE LA SUITE](#)



Détroit d'Ormuz : l'escalade ravive le risque maritime

De nouveaux échanges de frappes entre les États-Unis et l'Iran replacent le détroit d'Ormuz au centre des inquiétudes maritimes. Africanews rapporte que les forces américaines ont visé des lance-roquettes iraniens dans cette voie stratégique pour le commerce mondial. La télévision d'État iranienne a, de son côté, diffusé des images qu'elle présente comme des tirs de missiles balistiques contre des bases américaines en Jordanie, en réponse aux opérations américaines.

[LIRE LA SUITE](#)

Thaïlande : le visa redevient obligatoire pour les Marocains dès le 15 septembre 2026

Thaïlande : fin de l'exemption de visa pour les Marocains

À partir du 15 septembre 2026 à 00h00, les Marocains titulaires d'un passeport ordinaire devront obtenir un visa avant de se rendre en Thaïlande, mettant ainsi fin à l'exemption instaurée en juillet 2024. Jusqu'à présent, les voyageurs marocains pouvaient séjourner dans le pays sans visa pendant 60 jours maximum.

Les personnes ayant prévu un voyage après cette date devront donc effectuer les démarches nécessaires avant leur départ.

[LIRE LA SUITE](#)



ÉVÉNEMENT DE LA SEMAINE



OUVERTURE DE LA 4^E ÉDITION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINÉMA DE MONTAGNE

La 4^e édition du Festival international du cinéma de montagne s'est ouverte, mercredi soir à Ouzoud (province d'Azilal), sur le thème «Montagne, élévation et paix», avec la participation de cinéastes, d'artistes, de chercheurs et de critiques du Maroc et de plusieurs pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe et d'Amérique.

Le Maroc prépare sa participation à la Biennale d'Architecture de Venise 2027

Le Maroc prépare sa participation à la 20^e Biennale d'Architecture de Venise en lançant un concours national destiné à sélectionner le projet qui représentera le Royaume lors de l'édition 2027, placée sous le signe de l'architecture durable et de la coexistence.



CULTURE

Le Maroc poursuit son affirmation sur la scène architecturale internationale. En vue de sa participation à la 20^e Biennale d'Architecture de Venise, prévue du 8 mai au 21 novembre 2027, le ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication a lancé un concours national destiné à sélectionner le projet qui représentera le Royaume lors de cette prestigieuse manifestation.

Cette nouvelle participation s'inscrit dans la continuité de la présence remarquée du Maroc à la Biennale d'Architecture de Venise en 2025, puis à la Biennale d'Art de Venise en 2026.

Pour le ministère, cette dynamique témoigne de la montée en puissance de la création artistique et architecturale marocaine sur la scène internationale.

Placée sous le commissariat des architectes chinois Wang Shu et Lu Wenyu (Amateur Architecture Studio), l'édition 2027 aura pour thème « Do Architecture : For the Possibility of Coexistence Facing a Real Reality », invitant les participants à repenser le rôle de l'architecture face aux défis contemporains et aux enjeux de coexistence.

Dans cette perspective, le ministère de la Jeunesse, de la Culture et de la Communication, en partenariat avec le ministère de l'Aménagement du territoire national, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la ville, a lancé un appel à candidatures afin de désigner l'équipe pluridisciplinaire chargée de concevoir, aménager et réaliser le Pavillon du Royaume du Maroc.

Le projet retenu devra mettre en valeur l'excellence de l'architecture marocaine, son ancrage dans les territoires et les communautés, ainsi que sa capacité à répondre aux exigences du développement durable. Le concours se déroulera en deux phases : une première étape permettra de présélectionner cinq propositions, avant la désignation du projet lauréat lors de la phase finale par un jury composé de personnalités reconnues dans les domaines de l'architecture, de la culture et de l'urbanisme.

Les candidatures sont ouvertes du 27 juillet au 10 août, date limite de dépôt des dossiers. Les architectes et équipes intéressés sont invités à consulter les modalités de participation sur le site du ministère.

Considérée comme le principal rendez-vous mondial consacré à la réflexion et à la pratique architecturales, la Biennale d'Architecture de Venise réunit depuis 1980 les plus grands acteurs du secteur. Elle constitue aujourd'hui une plateforme de référence pour explorer les liens entre architecture, société, innovation et environnement bâti, offrant au Maroc une vitrine de premier plan pour valoriser son savoir-faire architectural.

Actualités culturelles



Le festival Jazz à Rabat se tiendra du 24 au 26 septembre au Parc Hassan II

Le festival Jazz à Rabat se déroulera du 24 au 26 septembre 2026 au Parc Hassan II.

Organisé par l'Union européenne au Maroc, l'événement réunira six formations européennes et six artistes marocains.

Au programme : des concerts et des créations inédites mêlant jazz européen et musiques marocaines.

Fidèle à son concept, le festival entend promouvoir le dialogue interculturel à travers des rencontres artistiques ouvertes au grand public.

Marrakech ouvre un appel à projets pour des résidences autour du dialogue interculturel

L'Institut français du Maroc, le Centre Jacques Berque et l'Université Cadi Ayyad lancent un appel à projets pour des résidences prévues en 2027 à la Maison Denise Masson, à Marrakech. Ouvert jusqu'au 30 septembre 2026, il s'adresse aux écrivains, artistes et chercheurs francophones. Les projets devront porter sur le fait religieux et le dialogue interculturel, tout en proposant des actions de médiation avec le public. Les candidats retenus bénéficieront d'un hébergement, d'un soutien financier et d'une restitution publique de leurs travaux.



Le BMDAV ouvre un portail pour déclarer les articles de presse

Le Bureau marocain du droit d'auteur et des droits voisins (BMDAV) lancera, le 1er août, un portail destiné aux journalistes professionnels et aux éditeurs de presse écrite.

Cette plateforme permettra d'adhérer au BMDAV et de déclarer les articles publiés sur support papier afin de bénéficier des redevances de reprographie.

Un calendrier a été fixé pour les déclarations des articles publiés en 2024, 2025 et 2026.

Le Bureau appelle les professionnels concernés à respecter les échéances prévues.

Actualités culturelles



Nador accueille la 12^e édition de son Festival méditerranéen du 31 juillet au 2 août

Nador accueillera la 12^e édition de son Festival méditerranéen du 31 juillet au 2 août, sous le thème « Nador à la rencontre du monde ».

Organisé à l'occasion de la Fête du Trône et de l'opération Marhaba 2026, l'événement vise à renforcer les liens avec les Marocains résidant à l'étranger.

Le festival proposera une programmation musicale réunissant plusieurs artistes marocains, dont Muslim, Rachida Talal et Dounia Batma. Il ambitionne également de promouvoir le patrimoine culturel et l'attractivité touristique de la ville.

Stormy se confie sur son parcours dans « ABtalks »

Le rappeur marocain Yasser El Malih, connu sous le nom de Stormy, était l'invité d'Anas Bukhash dans un nouvel épisode de l'émission « ABtalks ».

L'artiste y est revenu sur son parcours, de ses débuts modestes à son statut actuel parmi les figures du rap marocain. Stormy a évoqué les défis rencontrés avant de construire sa notoriété et de fédérer un large public au Maroc.

Il a également parlé de l'évolution de son style et de son identité artistique.

Très suivie, cette interview a permis de découvrir une facette plus personnelle du rappeur, loin de la scène et des projecteurs.



Jaylann enflamme le Festival Raï de l'Oriental à Oujda

La chanteuse marocaine Jaylann (Khawla Moujahid) a offert, dimanche soir, une prestation remarquée lors du Festival Raï de l'Oriental à Oujda. Devant un public venu en nombre, l'artiste a interprété plusieurs de ses plus grands succès, suscitant une forte interaction et une ambiance particulièrement festive. Cette performance confirme une nouvelle fois la popularité de Jaylann auprès du public marocain.

De son côté, le Festival Raï de l'Oriental poursuit sa programmation en accueillant des artistes de premier plan, consolidant ainsi sa place parmi les grands rendez-vous musicaux de l'été au Maroc.

CAPSULE IA

L'Istiqlal veut mettre les marges commerciales sous surveillance



@lodjmaroc

By Lodi



Taza : la grotte Friouato rouvre ses portes

Après plusieurs mois de travaux, la célèbre grotte Friouato, située dans la province de Taza, s'apprête à accueillir de nouveau les visiteurs.

Plus de 42 millions de dirhams ont été investis pour moderniser et sécuriser ce joyau naturel, avec l'ambition de renforcer l'attractivité touristique de toute la région.



Un site naturel emblématique prêt à reprendre vie

Bonne nouvelle pour les amateurs de nature, de randonnée et de spéléologie.

La grotte Friouato, l'un des sites naturels les plus connus du Maroc, entame une nouvelle étape de son histoire après un vaste programme de réhabilitation.

Le projet a été inauguré le 27 juillet, à l'occasion des célébrations du 27^e anniversaire de la Fête du Trône, lors d'une visite présidée par le gouverneur de la province de Taza.

Si les travaux sont désormais terminés, l'ouverture officielle au grand public interviendra dans les prochaines semaines, une fois les dernières procédures administratives finalisées.

Cette réouverture marque le retour d'un lieu qui attire depuis des années les passionnés de paysages spectaculaires et d'aventure en pleine montagne.

Une sécurisation en profondeur pour protéger les visiteurs

La plus grande partie de l'investissement, soit plus de 34 millions de dirhams, a été consacrée à la sécurisation de la grotte.

Ce chantier a été mené dans le cadre d'un partenariat entre le Conseil de la région Fès-Meknès et la Société marocaine d'ingénierie touristique (SMIT).

Les travaux ont permis d'aménager la cavité jusqu'à près de 130 mètres de profondeur.

L'objectif est clair : réduire les risques liés aux chutes de pierres et offrir des conditions de visite conformes aux exigences de sécurité, tout en développant le tourisme spéléologique dans la région.

Autour de la grotte, près de 8,5 millions de dirhams supplémentaires ont été mobilisés par le Conseil provincial de Taza pour améliorer l'accueil des visiteurs.

Des chemins d'accès, des passerelles, des escaliers, un nouvel éclairage, des réseaux d'évacuation des eaux pluviales, des espaces de repos, des aires de jeux ainsi qu'une signalétique moderne ont été installés.

Un pari sur le tourisme et l'économie locale

Au-delà des travaux, cette réhabilitation s'inscrit dans une stratégie de valorisation du patrimoine naturel marocain.

Les autorités espèrent faire de Friouato un moteur du tourisme de montagne et attirer davantage de visiteurs marocains et étrangers.

Pour la province de Taza, cette dynamique pourrait aussi représenter une opportunité économique importante. Restaurants, hébergements, commerces et guides locaux devraient bénéficier d'une fréquentation plus soutenue, notamment pendant les périodes de vacances.

Avec son impressionnante profondeur, ses formations rocheuses et son environnement naturel préservé, la grotte Friouato retrouve ainsi une nouvelle jeunesse.

CHIFFRE DE LA SEMAINE

**BILAN ROUTIER : 26 MORTS ET 2.803
BLESSÉS EN UNE SEMAINE**



Vingt-six personnes ont trouvé la mort et 2.803 autres ont été blessées, dont 125 grièvement, dans 1.975 accidents de la circulation survenus en périmètre urbain, durant la semaine allant du 24 au 30 août, selon la Direction Générale de la Sécurité Nationale (DGSN).

Pourquoi les hôtels de luxe veulent désormais vous faire dormir mieux que chez vous



LIFESTYLE

Le sommeil devient un nouvel argument de séduction dans l'univers du voyage bien-être. En 2026, le « sleep tourism » gagne du terrain et pousse les hôtels et resorts à imaginer des expériences entièrement pensées autour du repos.

Chambres conçues pour favoriser le sommeil, programmes personnalisés et rituels dédiés : l'objectif est désormais de faire de la qualité des nuits une véritable expérience de voyage.

Longtemps considéré comme une simple parenthèse entre deux journées de vacances, le sommeil prend désormais une place centrale dans certaines nouvelles expériences touristiques.

Le principe du « sleep tourism » consiste à voyager avec l'objectif de mieux dormir et de récupérer, plutôt que de multiplier les activités et les visites. Cette tendance s'inscrit dans l'essor plus large du tourisme bien-être.

Pour certains voyageurs, partir quelques jours devient ainsi l'occasion de ralentir, de se déconnecter et de retrouver un rythme plus propice au repos.

Les hôtels repensent l'expérience autour du sommeil

Face à cette nouvelle demande, certains établissements vont désormais au-delà du traditionnel confort hôtelier. L'environnement de la chambre est pensé pour favoriser le repos, avec notamment une attention portée à la lumière, au calme, à la température et à la literie.

Certains hôtels proposent également des menus d'oreillers, des boissons à base de plantes ou encore des rituels destinés à accompagner les clients avant leur coucher.

D'autres vont plus loin en intégrant des programmes spécialisés, des consultations autour du sommeil ou des équipements conçus pour créer des conditions plus favorables au repos.

Le sommeil, nouvelle composante du luxe

Dans l'hôtellerie haut de gamme, cette évolution traduit un changement dans la manière de définir le luxe.

Après avoir longtemps reposé sur l'espace, le service et les équipements, l'expérience premium cherche désormais à offrir quelque chose de plus difficile à obtenir au quotidien : une véritable sensation de récupération. Le sommeil devient ainsi une composante à part entière du séjour, au même titre que les soins, la gastronomie ou les activités de bien-être. Certains établissements proposent des expériences immersives qui associent environnement adapté, accompagnement spécialisé et technologies dédiées au repos.

Le développement du « sleep tourism » accompagne une transformation plus large des attentes des voyageurs. Les séjours dédiés au bien-être ne se limitent plus nécessairement aux soins et aux activités physiques.

Le repos et la récupération occupent désormais une place croissante dans cette recherche d'équilibre. Pour les hôtels, cette évolution représente aussi une nouvelle manière de concevoir l'expérience client. Il ne s'agit plus seulement de proposer un endroit où passer la nuit, mais de faire du sommeil lui-même une partie essentielle du séjour.

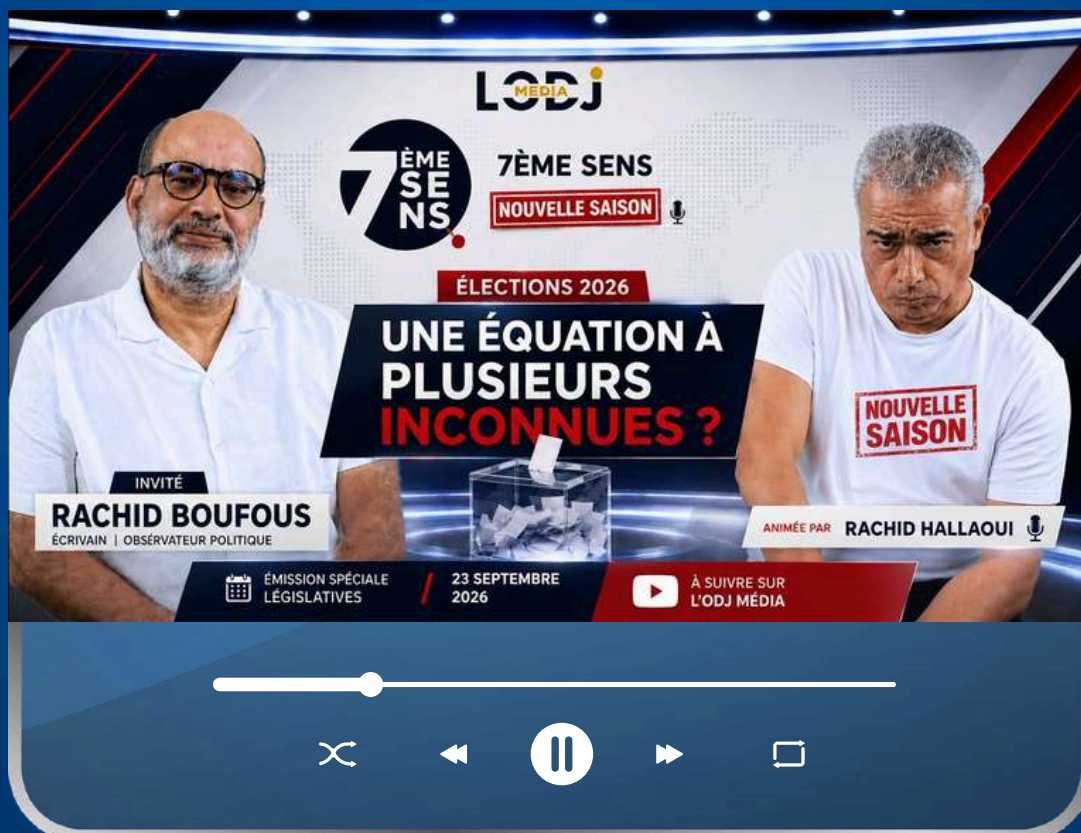
Le nouveau luxe serait-il finalement de bien dormir ?

À mesure que le sommeil devient une préoccupation centrale du bien-être, les établissements haut de gamme cherchent donc à transformer la nuit en véritable expérience.

Le « sleep tourism » illustre cette nouvelle vision du voyage, où l'on ne part plus uniquement pour découvrir une destination, mais aussi pour revenir chez soi reposé.

Une tendance qui pourrait bien redéfinir les codes du voyage de luxe, en faisant du sommeil l'un des nouveaux marqueurs d'une expérience véritablement premium.

ÉMISSION



7ÈME SENS FAIT SA RENTRÉE : LES ÉLECTIONS 2026 FACE À
« UNE ÉQUATION À PLUSIEURS INCONNUES »



Brèves Lifestyle



En Espagne, Nestlé lance des tablettes de chocolat à l'effigie des joueurs de la Roja

À l'occasion de la Coupe du monde 2026, Nestlé Espagne a commercialisé une édition limitée de ses tablettes Extrafino avec les visages des joueurs de la Roja gravés directement dans le chocolat.

Produites à 1,4 million d'exemplaires, ces tablettes misent sur la ferveur des supporters et l'esprit de collection.

Après le sacre de l'Espagne face à l'Argentine, elles sont devenues un souvenir original de cette victoire historique.

La méthode traditionnelle pour dégraisser les torchons en profondeur

L'astuce des cristaux de soude pour les torchons

Les torchons très gras peuvent rester encrassés malgré plusieurs lavages en machine.

Une méthode ancienne consiste à les faire tremper dans de l'eau très chaude avec des cristaux de soude, qui transforment les graisses en résidus solubles.

Cette technique est particulièrement efficace sur les tissus en coton ou en lin avant un passage en machine.

Elle nécessite toutefois de respecter les dosages et d'éviter les textiles fragiles ou synthétiques.



Une cuillère de sucre pour stopper le hoquet ?

Avaler une cuillère de sucre sec est une astuce populaire qui pourrait aider à faire disparaître un hoquet persistant.

Cette méthode stimulerait le nerf vague et interromprait les contractions involontaires du diaphragme à l'origine du hoquet.

Une étude publiée en 1971 a rapporté un taux de réussite élevé, même si cette solution ne remplace pas un avis médical. En cas de hoquet durant plus de 48 heures, une consultation est recommandée.



TOP

L'ONSSA lance une campagne gratuite de vaccination antirabique des animaux de compagnie

Les propriétaires de chiens et de chats en milieu urbain pourront faire vacciner gratuitement leurs animaux contre la rage du 1er au 30 septembre 2026, dans le cadre d'une campagne lancée par l'ONSSA en partenariat avec l'Instance nationale des vétérinaires. La vaccination sera assurée sur rendez-vous dans les cabinets vétérinaires privés participant à l'opération.



FLOP

Accident tragique : deux Marocains décèdent après le naufrage de leur bateau près de l'île Verte

Deux Marocains ont perdu la vie après le naufrage de leur embarcation au large de l'île Verte.

Le drame s'est produit alors qu'ils tentaient de rejoindre l'île à bord d'un bateau.

Les circonstances précises de l'accident font l'objet d'une enquête.



Brèves Lifestyle



L'astuce qui redonne de l'éclat aux couverts en argent

Pour raviver des couverts en argent noircis, une astuce consiste à les plonger dans un bain d'eau chaude avec une feuille de papier aluminium et du sel ou du bicarbonate.

Cette méthode repose sur une réaction électrochimique qui transfère le noircissement vers l'aluminium, sans avoir à frotter.

Elle est efficace sur les objets légèrement ternis, mais reste déconseillée pour certaines pièces anciennes, plaquées ou ornées de matériaux fragiles.

Pour les objets de valeur, un entretien professionnel demeure préférable.

Une coquille d'huître dans la bouilloire : l'astuce étonnante qui limiterait le dépôt de calcaire

Une ancienne astuce consiste à placer une coquille d'huître parfaitement nettoyée au fond de la bouilloire pour limiter l'accumulation de tartre.

Grâce à sa surface poreuse, le calcaire aurait tendance à s'y déposer plutôt que sur la résistance de l'appareil.

Cette méthode peut ralentir l'entartrage, mais ne remplace pas un détartrage régulier au vinaigre ou avec des produits adaptés.

Les autorités sanitaires recommandent d'ailleurs de continuer à utiliser les méthodes d'entretien classiques.



Face à la canicule, des entreprises japonaises installent des « frigos à humain »

Alors que les températures frôlent les 38 °C au Japon, certaines entreprises misent sur un réfrigérateur géant permettant aux salariés de se rafraîchir.

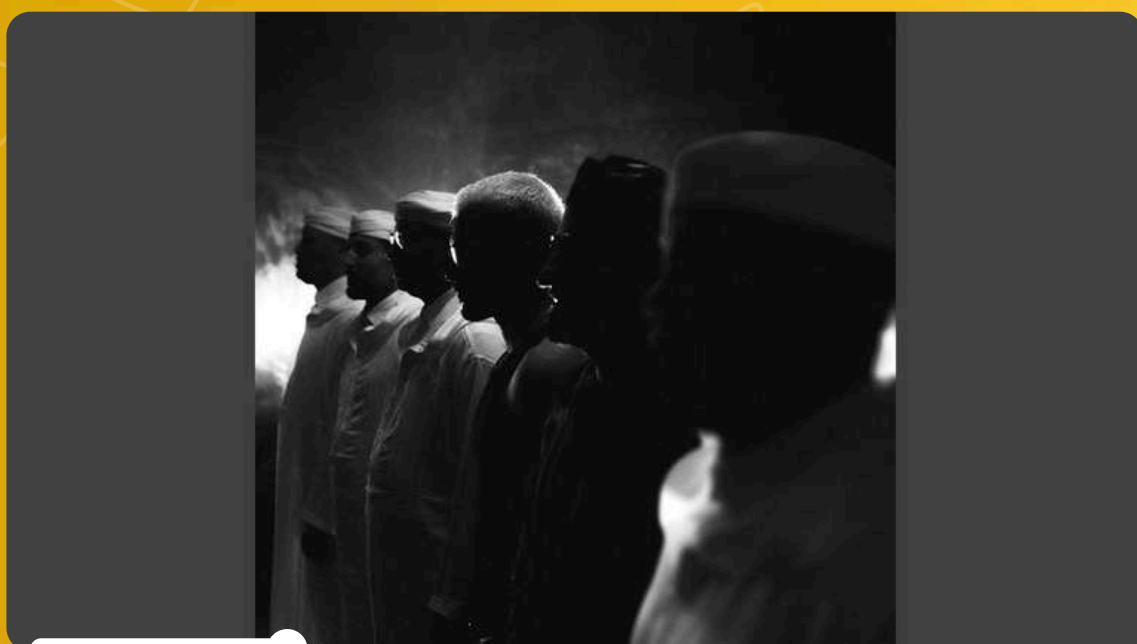
Conçu par Trusco, cet appareil maintient une température d'environ 15 °C grâce à un système d'air pulsé.

Une pause de 20 minutes est recommandée pour éviter tout risque lié au froid. Lancé au printemps, ce dispositif innovant a déjà séduit 130 entreprises malgré son prix d'environ 9.000 euros.

Numéro
138

HIT DE LA SEMAINE

Zidou



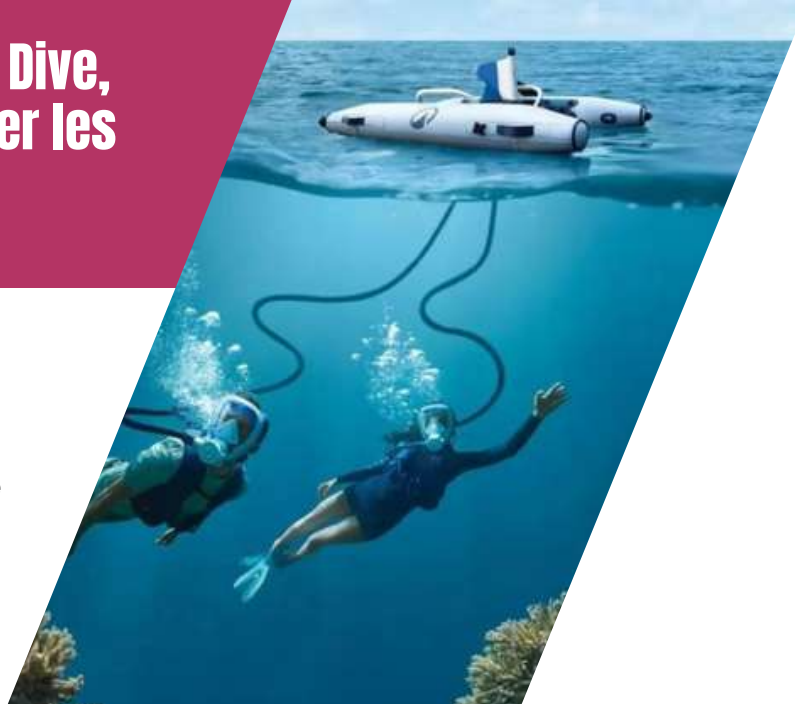
@lodjmaroc

By Lodj



Decathlon lance Easybreath Dive, une nouvelle façon d'explorer les fonds marins sans bouteille

Decathlon dévoile Easybreath Dive, une innovation qui permet d'explorer les fonds marins jusqu'à 3 mètres de profondeur sans bouteille de plongée. Accessible dès 12 ans, cette expérience se veut à mi-chemin entre le snorkeling et la plongée classique, avec un système permettant de respirer naturellement sous l'eau pendant une trentaine de minutes.



LIFESTYLE

Une expérience entre snorkeling et plongée

Après quatre années de réflexion, Decathlon présente Easybreath Dive, un nouveau dispositif conçu pour permettre au grand public de s'immerger sous la surface de l'eau plus facilement.

Le système repose sur une station flottante baptisée Smart Station. Équipée d'un système de compression d'air breveté, elle capte l'air à la surface avant de le transmettre en continu au plongeur grâce à un flexible léger.

Le dispositif fonctionne sans bouteille de plongée classique. Relié au masque Easybreath de la marque, le système permet de bénéficier d'une vision panoramique à 180 degrés, d'un dispositif antibuée et d'une respiration naturelle par le nez et la bouche.

Jusqu'à 3 mètres de profondeur

Easybreath Dive permet de descendre jusqu'à 3 mètres sous la surface pendant environ 30 minutes. Deux personnes peuvent utiliser simultanément le même système, sous la supervision d'un professionnel.

L'objectif affiché par Decathlon n'est pas de remplacer la plongée bouteille, mais de proposer une expérience intermédiaire entre le snorkeling, qui se pratique en surface, et la plongée classique, qui nécessite un apprentissage spécifique.

Une activité accessible dès 12 ans

Decathlon mise également sur la simplicité d'utilisation du dispositif.

Après un court briefing consacré aux règles de sécurité et à quelques gestes techniques, les participants peuvent commencer leur exploration.

L'expérience sera accessible dès l'âge de 12 ans, sous réserve des contre-indications médicales habituelles liées à la plongée. Elle doit être proposée à partir d'août dans plusieurs centres partenaires PADI sélectionnés par Decathlon.

Pour accompagner le lancement de cette nouvelle activité, la marque s'est associée à des clubs de plongée afin d'assurer la sécurité des participants et de veiller au respect du milieu marin.

Une première approche de la plongée

Pour les professionnels cités dans l'article, Easybreath Dive pourrait permettre à un nouveau public de découvrir les fonds marins et de franchir plus facilement le pas vers la plongée. Le dispositif est toutefois présenté comme une activité qui nécessite un encadrement professionnel.

Même à 3 mètres de profondeur, certaines précautions restent indispensables et l'accompagnement permet notamment d'apprendre les bons réflexes avant toute immersion.

L'expérience devrait être proposée à partir de 70 euros, un tarif présenté comme inférieur à celui d'un baptême de plongée traditionnel. À terme, Decathlon souhaite déployer Easybreath Dive dans un nombre croissant de centres en France, puis à l'international.

NOMINATION DE LA SEMAINE

**DGSN : HAMMOUCHI NOMME 7 NOUVEAUX
RESPONSABLES À DES POSTES DE COMMANDEMENT
DANS PLUSIEURS VILLES DU MAROC**



Le directeur général de la Sûreté nationale, Abdellatif Hammouchi, vient d'approuver une nouvelle vague de nominations dans plusieurs villes du Maroc.

Partenariat Capgemini et La French Tech Casablanca

Capgemini Maroc et La French Tech Casablanca ont conclu un partenariat destiné à renforcer les dynamiques d'innovation et à accompagner le développement de l'écosystème numérique national.

Capgemini accueille le programme « Elles Tech Tour »



Signé le 22 juin 2026 dans les locaux marocains de Capgemini, cet accord s'inscrit dans la continuité des objectifs portés par la stratégie « Maroc Digital 2030 ». Il prévoit notamment de favoriser le partage d'expertises, le développement des compétences technologiques et le soutien aux projets innovants. Dans ce cadre, les équipes de Capgemini au Maroc participeront aux différentes commissions et communautés thématiques mises en place par La French Tech Casablanca.

Ces espaces de travail rassemblent des startups, des spécialistes du numérique, des investisseurs, des institutions publiques ainsi que de grandes entreprises autour des principaux enjeux liés à la transformation technologique.

Pour Badra Hamdaoua, directrice générale de Capgemini au Maroc, ce rapprochement illustre la volonté du groupe de jouer un rôle actif dans la structuration de l'écosystème technologique marocain.

« Cette collaboration avec La French Tech reflète notre volonté de contribuer au développement des talents, à l'innovation et aux synergies entre les acteurs de l'écosystème technologique marocain afin de soutenir sa croissance et son attractivité », souligne-t-elle.

Quelques jours après la signature de ce partenariat, Capgemini a accueilli, le 29 juin, une délégation de femmes entrepreneures et de dirigeantes de startups engagées dans le programme « Elles Tech Tour », porté par La French Tech Casablanca.

Cette initiative a pour objectif de faciliter les rencontres entre entrepreneures, jeunes pousses, grandes entreprises et acteurs institutionnels. Elle vise également à renforcer la place des femmes dans les métiers technologiques et à encourager le développement de projets entrepreneuriaux à forte dimension numérique.

À cette occasion, plusieurs échanges ont été organisés autour de thématiques telles que l'intelligence artificielle, l'innovation, le leadership et la transformation digitale.

Les équipes de Capgemini ont ainsi partagé leur expérience et leur expertise avec les participantes.

William Simoncelli, président de La French Tech Casablanca, estime que cette alliance permettra de consolider les relations entre les écosystèmes marocain, français et international de l'innovation.

« Ce partenariat avec Capgemini au Maroc démontre notre volonté de renforcer les liens entre les écosystèmes marocain, français et internationaux de l'innovation. À travers des initiatives comme Elles Tech Tour, nous souhaitons valoriser les talents, encourager l'entrepreneuriat féminin dans la technologie et contribuer au rayonnement du Maroc comme terre d'innovation, d'expérimentation et de développement », affirme-t-il.

Les deux partenaires prévoient désormais de développer de nouvelles actions communes dans plusieurs domaines stratégiques. Les prochaines initiatives pourraient porter sur l'intelligence artificielle, la cybersécurité, l'innovation responsable, le mentorat, la formation aux compétences numériques et la sensibilisation des jeunes aux métiers de la technologie.

INSOLITE DE LA SEMAINE

**PREMIER HÔTEL SUR LA LUNE PRÉVU EN 2032,
LES RÉSERVATIONS SONT DÉJÀ OUVERTES**



La Lune pourrait accueillir ses premiers touristes dans un hôtel dès 2032. La startup américaine GRU Space travaille sur un habitat destiné à recevoir jusqu'à quatre personnes pour des séjours de plusieurs jours et a déjà ouvert les candidatures aux personnes souhaitant faire partie des premiers clients. Le calendrier reste toutefois prévisionnel et dépend de la réussite de plusieurs missions préparatoires avant l'installation de l'établissement.

Brèves digitales



Google promet que Gemini 4 sera son modèle d'IA le plus avancé à ce jour

Google a confirmé travailler sur Gemini 4, son futur modèle d'intelligence artificielle, présenté comme une avancée majeure.

Le groupe affirme vouloir améliorer notamment les capacités de codage et renforcer sa compétitivité face à ses rivaux.

Selon Sundar Pichai, Gemini 4 reposera sur un modèle de base plus puissant et est actuellement en cours d'entraînement.

Son lancement pourrait intervenir d'ici la fin de l'année, sans date officielle pour le moment.

Meta lance Seller pour Facebook Marketplace

Meta a présenté Seller, une nouvelle application dédiée aux vendeurs de Facebook Marketplace. L'outil utilise l'intelligence artificielle pour analyser les photos d'un produit et générer automatiquement une annonce.

Il regroupe aussi les conversations avec les acheteurs et des outils de suivi des ventes.

Avec cette initiative, Meta cherche à fidéliser les vendeurs les plus actifs et à renforcer la confiance sur Marketplace grâce à de nouvelles fonctionnalités de vérification des comptes.



De faux médecins IA envahissent les réseaux sociaux

Une enquête révèle que Facebook et Instagram sont envahis de vidéos mettant en scène de faux médecins générés par intelligence artificielle pour promouvoir des compléments alimentaires.

Ces publicités diffusent des affirmations médicales non prouvées et utilisent de faux témoignages pour convaincre les internautes.

Certaines victimes ont acheté des produits rappelés pour des risques sanitaires.

Malgré les règles de modération annoncées par Meta, de nombreux contenus trompeurs restent accessibles sur les plateformes.

RAPPORT DE LA SEMAINE

**LE DÉFICIT COMMERCIAL SE CREUSE À
244,69 MILLIARDS DE DH À FIN JUILLET
2026**



Le déficit commercial a atteint 244,69 milliards de dirhams (MMDH) au terme des sept premiers mois de 2026, en hausse de 26,5% comparativement à la même période un an auparavant, selon l'Office des changes.

Brèves digitales



Les études récentes identifient les professions les plus exposées à l'essor de l'IA

Selon plusieurs études, l'intelligence artificielle transformera près de 40 % des emplois dans le monde, avec un impact particulièrement fort sur les métiers du marketing, des médias, de la finance, du service client, du droit et des technologies.

Les tâches répétitives sont les plus exposées à l'automatisation, tandis que les professions reposant sur l'empathie ou le jugement humain restent moins menacées.

Claude Opus 5 promet des performances de haut niveau à moindre coût

Anthropic a dévoilé Claude Opus 5, un nouveau modèle d'IA présenté comme presque aussi performant que son modèle le plus avancé, tout en coûtant deux fois moins cher à utiliser.

L'entreprise affirme qu'il surpasse plusieurs concurrents, dont certains modèles d'OpenAI, sur différents tests. Toutefois, les premiers utilisateurs rapportent aussi des limites, notamment un taux d'hallucinations plus élevé et une consommation importante de ressources.

Anthropic assure avoir renforcé les mesures de sécurité par rapport à ses précédents modèles.



Samsung présente ses premières lunettes connectées avec l'IA Gemini

Samsung a levé le voile sur ses premières lunettes intelligentes, développées avec Gentle Monster et Warby Parker.

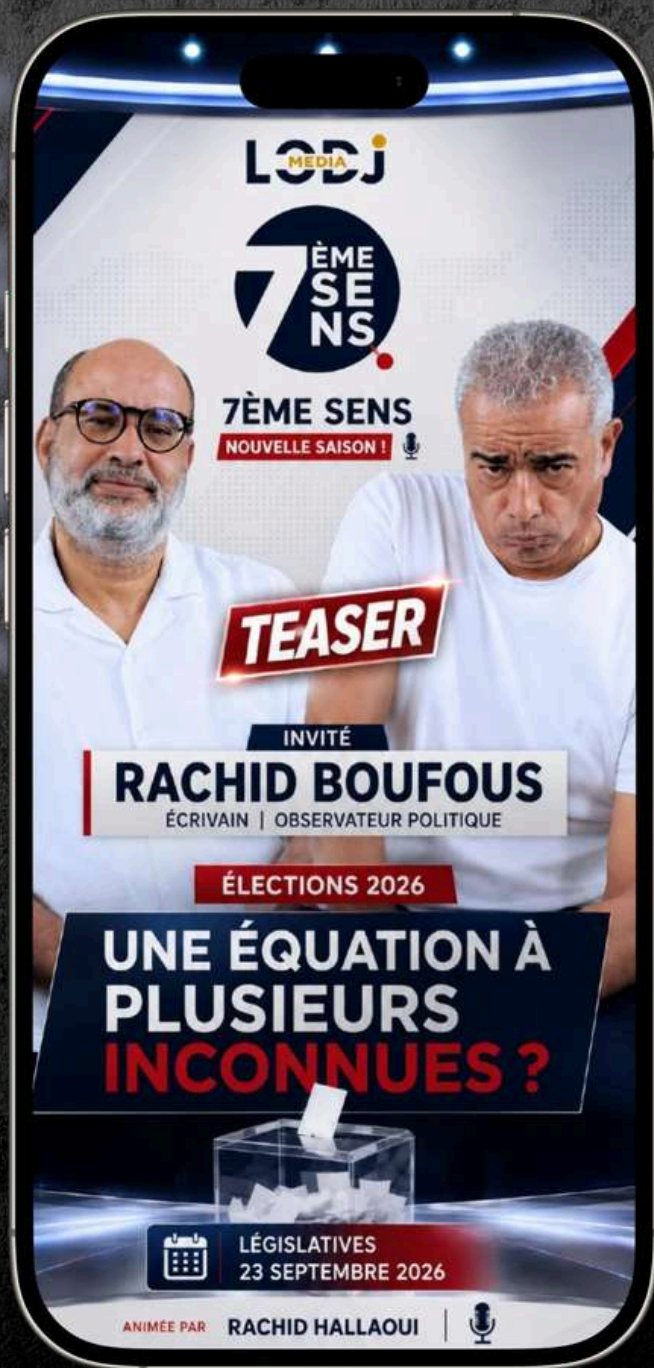
Équipées de l'IA Gemini de Google et du système Android XR, elles proposeront la traduction en temps réel, l'assistance vocale et la capture d'informations via leur caméra.

Le constructeur mise aussi sur l'intégration avec son écosystème Galaxy pour se démarquer de Meta. Leur lancement est prévu à l'automne, mais leur prix n'a pas encore été dévoilé.

By Lodi

Reel

DE LA SEMAINE



cet épisode spécial, cap sur les législatives du 23 septembre 2026 au Maroc.



Un agent IA doit-il désormais avoir sa propre carte d'identité numérique ?

L'agent IA est entré dans l'entreprise sans passer par l'accueil ni la direction des ressources humaine.

Il consulte le CRM, ouvre un dossier, modifie une donnée, prépare une décision et déclenche parfois une opération. Pourtant, cet agent IA n'apparaît dans aucun organigramme et ne possède souvent aucun identifiant propre.



Dans les entreprises, la course à l'automatisation avance plus vite que les règles. Faut-il attribuer à chaque agent une véritable carte d'identité numérique ?

La réponse paraît évidente. Elle l'est beaucoup moins lorsqu'on regarde les coûts, les responsabilités et la réalité du terrain.

Pendant des années, la frontière était assez nette. Un collaborateur posait une question à un logiciel, recevait une réponse, puis décidait lui-même de la suite. En cas d'erreur, on savait vers qui se tourner.

Les nouveaux agents IA ne restent plus derrière une fenêtre de conversation. Ils peuvent rechercher des informations dans plusieurs applications, remplir un formulaire, modifier une fiche client, créer un ticket informatique, générer un rapport ou lancer une chaîne d'opérations. Un agent commercial prépare une proposition à partir du CRM. Un autre classe des demandes adressées au service client. Dans les ressources humaines, certains outils croisent déjà plusieurs sources internes pour produire une synthèse.

Sur le papier, le gain de temps est spectaculaire. Dans la réalité d'une entreprise, où les systèmes anciens cohabitent souvent avec des plateformes cloud et quelques fichiers Excel devenus presque institutionnels, l'enthousiasme mérite d'être tempéré.

Car un agent qui agit n'est plus un simple outil. C'est une identité active au sein du système d'information. Le sujet n'a rien de théorique. En février 2026, le NIST américain a lancé une initiative consacrée aux standards des agents IA afin de favoriser leur déploiement sécurisé. Son centre national d'excellence en cybersécurité travaille parallèlement sur les moyens d'identifier ces agents, de gérer leurs autorisations et de contrôler les actions qu'ils réalisent.

Autrement dit, les grands organismes de normalisation commencent à poser la question que beaucoup d'entreprises ont encore laissée dans un coin : qui est exactement en train d'agir dans nos systèmes ?

Une troisième population numérique à surveiller

Depuis une vingtaine d'années, les DSI gouvernent essentiellement deux catégories d'identités.

Les personnes disposent de comptes nominatifs, de droits et d'une responsabilité. Les applications utilisent des comptes techniques pour exécuter des traitements prévus à l'avance.

L'agent IA se glisse entre les deux. Il n'est pas salarié, mais il peut agir pour un salarié. Il n'est pas non plus une application classique, car il analyse une situation, choisit une étape et adapte parfois son comportement au contexte. C'est cette position intermédiaire qui ouvre une zone grise.

Dans une banque, une administration, une entreprise industrielle ou une plateforme de commerce en ligne, un tel agent peut-il utiliser directement le compte de son créateur ? Ce serait pratique.

Ce serait également une mauvaise idée.

Si plusieurs agents partagent le même accès, la traçabilité devient incertaine. Lorsqu'une donnée est modifiée ou qu'un document sensible quitte son périmètre normal, l'enquête interne démarre avec une question embarrassante : était-ce l'utilisateur, l'application ou l'agent ?

Le risque n'est donc pas l'agent IA en lui-même. Le risque vient du brouillard qui l'entoure.

Le phénomène rappelle les débuts du cloud et du « shadow IT ».

Les directions métiers ont adopté des services plus rapidement que les DSI ne pouvaient les encadrer.

Xbox ouvre une nouvelle porte au cloud gaming gratuit



Le géant américain teste une offre de cloud gaming gratuite qui pourrait changer la manière d'accéder aux jeux Xbox.

Regarder une publicité pour jouer gratuitement ? L'idée peut sembler surprenante, mais c'est justement le pari que teste Microsoft.

Avec cette nouvelle formule de cloud gaming, les joueurs Xbox peuvent accéder à leurs jeux en streaming sans abonnement, en échange de quelques secondes de publicité.

Le cloud gaming n'est plus vraiment une nouveauté, mais il continue de gagner du terrain.

Son principe est simple : les jeux tournent sur les serveurs de Microsoft et sont diffusés en streaming sur l'appareil du joueur.

Un PC peu puissant, une tablette, un smartphone ou même une ancienne Xbox peuvent ainsi faire tourner des jeux récents, à condition de disposer d'une bonne connexion Internet.

Jusqu'ici, cette fonctionnalité était réservée aux abonnés du Xbox Game Pass Ultimate.

Désormais, Microsoft teste une alternative gratuite auprès des membres du programme Xbox Insider.

Le fonctionnement est plutôt simple. Les joueurs peuvent lancer en streaming les jeux qu'ils possèdent déjà sur leur compte Xbox.

Avant le début de la partie, une publicité est diffusée. Ensuite, ils disposent d'une heure complète de jeu en streaming, sans interruption publicitaire.

Une fois cette heure écoulée, le streaming s'arrête, mais le joueur peut continuer sa partie en local si son appareil le permet.

Avec cette formule, Microsoft cherche surtout à rendre le cloud gaming plus accessible. Les consoles nouvelle génération restent coûteuses et tout le monde ne peut pas investir dans un nouvel équipement.

Lire la suite en cliquant sur l'image

FaSTLANe 2030 : Stellantis mise sur le Maroc pour accélérer en Afrique et au Moyen-Orient

Stellantis veut augmenter de 40 % son chiffre d'affaires dans la région Afrique et Moyen-Orient tout en maintenant une marge opérationnelle à deux chiffres.

Son plan FaSTLANe 2030 fait du Maroc et de la Turquie deux bases industrielles majeures, avec une capacité combinée annoncée de 800 000 véhicules.



Auto-moto

Le groupe prévoit de réaliser 90 % de ses volumes régionaux avec un portefeuille de 22 modèles.

La moitié serait produite localement et l'autre proviendrait d'un approvisionnement stratégique en Asie.

Cette organisation vise à réduire les coûts, accélérer les lancements et couvrir les principaux segments.

Stellantis revendique déjà plus de 500 000 ventes annuelles dans la région et prévoit environ 300 millions d'euros d'investissements par an, avec des partenariats et co-investissements.

Pour le Maroc, cette stratégie peut soutenir les volumes de Kénitra et renforcer le réseau de fournisseurs, mais elle intensifie aussi la concurrence entre sites industriels.

Le bénéfice pour l'économie marocaine dépendra des modèles attribués aux usines, des composants produits localement et des compétences mobilisées.

Une forte capacité de production n'assure pas automatiquement un transfert technologique.

Les pouvoirs publics et le groupe devront suivre les emplois, la formation, la recherche, les achats auprès des PME et la décarbonation.

Le recours partiel aux importations asiatiques peut compléter l'offre, mais il doit rester cohérent avec l'objectif d'intégration industrielle.

FaSTLANe 2030 confirme le rôle du Maroc ; la qualité de ce rôle se jugera à la valeur ajoutée conservée dans le pays.

PROCHAINEMENT ..

**SALON DU CHEVAL D'EL JADIDA : LES NUITS
ÉQUESTRES PROMETTENT DEUX SOIRÉES PLACÉES
SOUS LE SIGNE DE L'ÉMOTION**



Le cheval sera une nouvelle fois au cœur d'un spectacle où l'art équestre se conjugue à l'émotion. Pour sa 17e édition, le Salon du Cheval d'El Jadida proposera deux soirées consacrées aux Nuits Équestres, un rendez-vous devenu emblématique de la manifestation.

Brèves Auto-Moto



Ferrari dévoile la première voiture électrique avec une berline de luxe

Ferrari a présenté la Luce, son tout premier modèle 100 % électrique.

Contrairement aux attentes, il s'agit d'une grande berline à quatre portes et cinq places, conçue pour un usage plus polyvalent.

La marque promet des performances dignes de son ADN tout en misant sur le luxe et les nouvelles technologies.

Ce choix marque un tournant stratégique et pourrait redéfinir l'image de Ferrari à l'ère de l'électrique.

Renault mise sur l'électrique, les utilitaires et l'international pour renforcer sa position

Le groupe Renault a maintenu des ventes mondiales stables au premier semestre 2026, grâce notamment à la progression de sa gamme électrique.

Le constructeur veut désormais accélérer son développement à l'international, tout en renforçant son offre de véhicules utilitaires. Il privilégie les ventes aux particuliers plutôt qu'aux loueurs et affirme résister à la montée en puissance des constructeurs chinois.

Renault reste ainsi l'un des acteurs les plus dynamiques du marché européen des véhicules électriques.



La Volkswagen Passat VR6, première à inaugurer le mythique moteur VR6

Lancée en 1991, la Volkswagen Passat VR6 est le premier modèle à recevoir le célèbre moteur VR6, devenu une référence chez le constructeur allemand.

Grâce à son architecture compacte et ses performances, ce bloc motorisera de nombreux véhicules pendant plus de 30 ans.

Produite en faible quantité, cette berline est aujourd'hui recherchée par les collectionneurs. Sa fiabilité reste reconnue, à condition de surveiller son système de refroidissement.

LODj

L'info qui fait sens

DÉBATTRE
COMPRENDRE
ÉCLAIRER
AGIR



الميزان AL MIZANE

ÉMISSION SPÉCIALE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

— 23 SEPTEMBRE 2026 —

*Des idées
pour un Maroc
plus fort*

DIALOGUE
PROPOSITIONS
SOLUTIONS



Les invités
AL MIZANE

By Lodj



UN DÉBAT
SANS TABOU



DES EXPERTS
ENGAGÉS



DES SOLUTIONS
POUR DEMAIN

Brèves Auto-Moto



Citroën prépare le retour de la 2CV avec une nouvelle version électrique

Citroën a confirmé le développement d'une nouvelle 2CV électrique, dont la présentation est attendue au Mondial de l'Auto 2026.

Sans reproduire le modèle d'origine, le constructeur veut proposer une citadine simple, abordable et adaptée aux besoins actuels. L'objectif est de renouer avec l'esprit de la 2CV, célèbre pour sa praticité et son faible coût d'utilisation.

Ce projet devra toutefois convaincre dans un marché de la voiture électrique très concurrentiel.

Mercedes mise sur des technologies pour faire évoluer sa gamme EQ

Mercedes poursuit le développement de sa gamme électrique EQ avec des plateformes dédiées, des batteries plus performantes et des technologies embarquées avancées. Les modèles les plus récents misent sur une meilleure autonomie, une recharge plus rapide et des systèmes d'aide à la conduite plus évolués.

Le constructeur prépare également l'arrivée de l'architecture 800 volts pour réduire les temps de recharge.

L'objectif est de rendre ses véhicules électriques plus efficaces et plus pratiques au quotidien.



BYD développe une IA capable de détecter les animaux sous les voitures

Le constructeur chinois BYD travaille sur une technologie utilisant l'intelligence artificielle pour détecter les êtres vivants cachés sous un véhicule avant son démarrage.

Ce système pourrait éviter d'écraser des chats, mais aussi protéger d'autres animaux ou même de jeunes enfants.

Pour l'instant, il s'agit d'un brevet et non d'une technologie commercialisée. Son efficacité devra encore être prouvée dans des conditions réelles.

« Vos pneus vont exploser avec la chaleur » : mon garagiste exagère-t-il vraiment ?

À l'approche des grands départs, certains automobilistes marocains ressortent de leur garage avec une recommandation inquiétante :

« Avec cette chaleur, vos pneus deviennent dangereux. Il faut les changer. »

Réflexe commercial ou véritable alerte de sécurité ? La réponse est moins spectaculaire que le discours de certains garagistes, mais elle mérite tout de même d'être prise au sérieux.



Auto-moto

Non, un pneu ne devient pas soudainement dangereux simplement parce que le thermomètre dépasse les 35 °C. En revanche, la chaleur peut aggraver un problème déjà présent : sous-gonflage, surcharge, usure avancée, vitesse soutenue, choc ancien ou détérioration invisible.

Et sur les routes marocaines en été, les facteurs à risque ont tendance à se cumuler : coffre chargé jusqu'au toit, voiture pleine, longs trajets sur autoroute, chaussée brûlante et parfois une pression vérifiée pour la dernière fois plusieurs mois auparavant. Votre garagiste n'exagère donc pas forcément.

Mais avant d'accepter de remplacer quatre pneus, quelques contrôles simples permettent de savoir s'il vous alerte à juste titre... ou s'il pousse un peu trop à la consommation.

La chaleur seule ne fait pas exploser les pneus

Un pneu correctement entretenu est conçu pour supporter une montée normale de sa température pendant la conduite. En roulant, l'air contenu dans le pneu chauffe et la pression augmente naturellement.

Le véritable danger apparaît surtout lorsqu'un pneu est sous-gonflé.

À chaque tour de roue, ses flancs se déforment davantage. Cette flexion répétée provoque un échauffement excessif qui peut finir par fragiliser sa structure interne.

Autrement dit, ce n'est pas forcément le soleil qui met le pneu en danger, mais le mélange chaleur, mauvaise pression et long trajet.

Le premier réflexe consiste donc à contrôler la pression lorsque les pneus sont froids, idéalement avant de prendre la route ou après plusieurs heures d'arrêt. Une mesure réalisée après un long parcours sera forcément plus élevée et ne pourra pas être comparée directement avec la valeur recommandée par le constructeur.

Cette pression de référence ne se trouve pas dans une règle universelle inscrite sur le pneu.

Elle est généralement indiquée sur une étiquette située dans l'encadrement de la porte conducteur, à proximité de la trappe à carburant ou dans le manuel du véhicule.

Il ne faut surtout pas dégonfler un pneu chaud pour le ramener immédiatement à la pression recommandée à froid. Une fois refroidi, il risque de se retrouver réellement sous-gonflé.

Avant un départ en famille, la pression habituelle n'est pas toujours la bonne.

Certains constructeurs indiquent une seconde valeur lorsque la voiture transporte plusieurs passagers et des bagages.

Il faut donc adapter la pression à la charge réelle, sans improviser un surgonflage « de sécurité ».

Car ajouter beaucoup plus d'air que prévu ne protège pas davantage contre la chaleur.

Pharmacovigilance : ce que prévoit le nouveau projet de décret au Maroc

Le ministère de la Santé a soumis un projet de décret pour renforcer le système national de pharmacovigilance.

Objectif : mieux surveiller les médicaments et protéger les patients contre les effets indésirables.

Une réforme de la pharmacovigilance

Le Maroc veut passer à la vitesse supérieure en matière de sécurité des médicaments.

Le ministère de la Santé et de la Protection sociale a soumis un projet de décret qui redéfinit le fonctionnement du système national de pharmacovigilance.

L'objectif est clair : améliorer la détection des risques liés aux médicaments, renforcer la surveillance et garantir une meilleure protection de la santé publique.

Le texte, actuellement en consultation publique, confie un rôle central à l'Agence marocaine du médicament et des produits de santé.

Celle-ci sera chargée de coordonner l'ensemble du dispositif avec les différents acteurs du secteur sanitaire, tout en assurant le suivi des alertes et des informations liées à la sécurité des traitements.

Déclarer plus vite les effets indésirables

Le futur système prévoit une organisation plus structurée de la déclaration des effets indésirables des médicaments. Les données collectées devront être analysées afin de détecter rapidement d'éventuels signaux de risque.

L'objectif est aussi de suivre l'efficacité des mesures mises en place pour limiter ces risques, tout en améliorant le partage d'informations entre les autorités sanitaires, les professionnels de santé, les établissements pharmaceutiques et, lorsque cela est nécessaire, le grand public.

Au-delà de la surveillance, cette réforme vise également à encourager le bon usage des médicaments, un enjeu devenu essentiel face à la multiplication des traitements disponibles sur le marché.

Un comité consultatif pour anticiper les risques

Parmi les principales nouveautés figure la création d'un Comité consultatif de pharmacovigilance placé auprès de l'Agence marocaine du médicament et des produits de santé.

Cette instance aura pour mission d'examiner les données scientifiques relatives à la sécurité des médicaments et de formuler des recommandations au directeur de l'Agence.

Elle pourra proposer des mesures destinées à prévenir ou réduire les risques liés à certains traitements.

Le comité sera également habilité à mener des études spécifiques lorsque cela sera jugé nécessaire. Ses membres seront soumis au secret professionnel afin de garantir la confidentialité des informations traitées.

Des centres régionaux au cœur du dispositif

Le projet de décret renforce également le rôle des centres régionaux de pharmacovigilance.

Implantés au niveau des groupements sanitaires territoriaux, ils seront chargés de mettre en œuvre les actions de surveillance dans les différentes régions, préfectures et provinces du Royaume.

Pour les régions où ces groupements ne sont pas encore opérationnels, les centres hospitaliers universitaires assureront cette mission de manière transitoire.

Autre point important, l'Agence pourra s'appuyer sur les évaluations scientifiques de l'Organisation mondiale de la santé ainsi que sur celles des autorités réglementaires internationales reconnues par l'OMS afin d'appuyer ses décisions.

Avec ce nouveau texte, le Maroc cherche à moderniser son système de pharmacovigilance et à renforcer la confiance dans le suivi des médicaments.

Si le décret est adopté après la phase de consultation publique, il remplacera le dispositif actuellement en vigueur depuis 2021 et marquera une nouvelle étape dans la politique nationale de sécurité sanitaire.

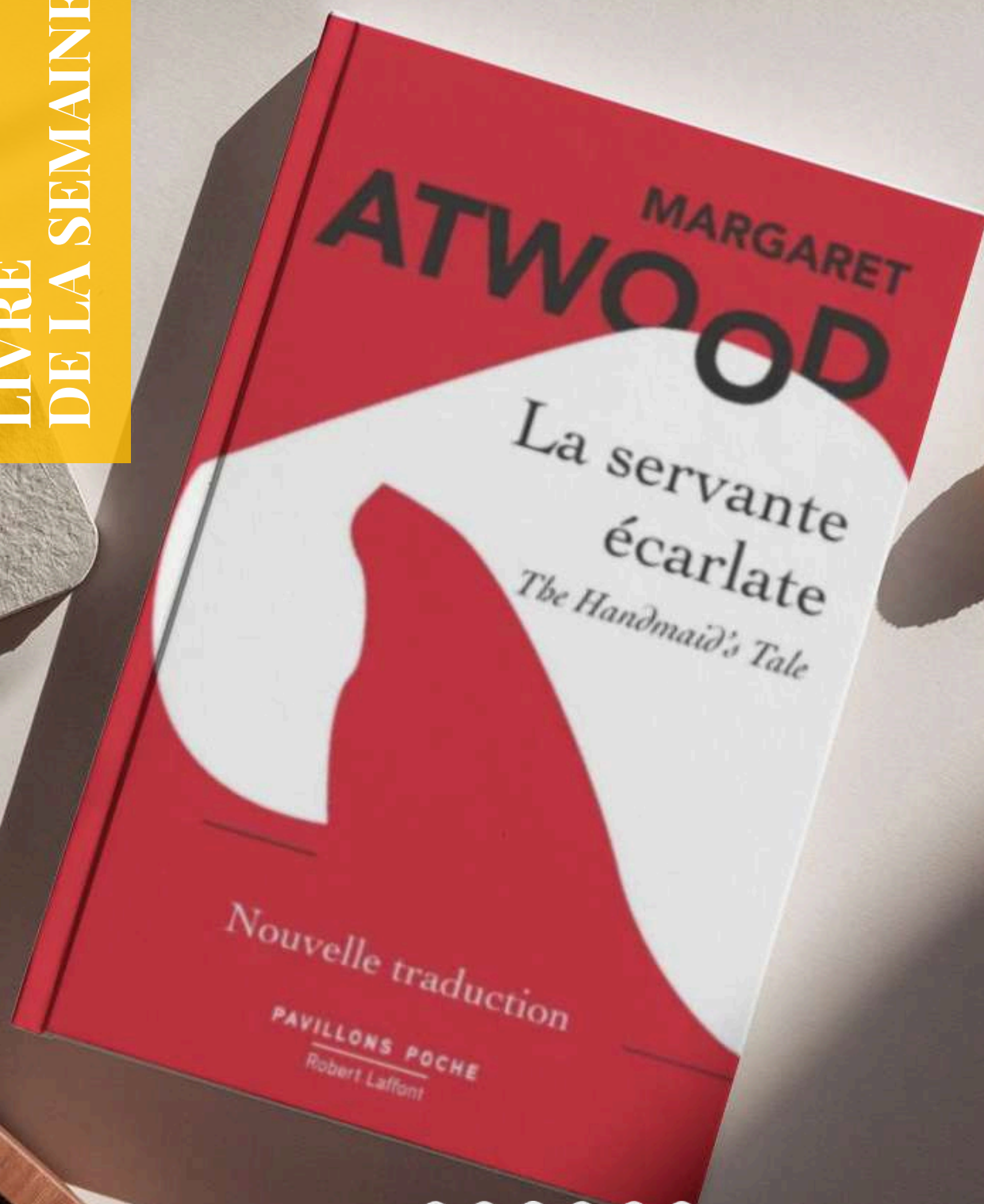


Numéro
138

La servante écarlate (*The Handmaid's Tale*)

Margaret Atwood

LIVRE
DE LA SEMAINE



Brèves Santé & Conso



Vitamine D : la D3 prend l'avantage

Une méta-analyse britannique remet en question l'équivalence entre les vitamines D2 et D3.

Les chercheurs ont constaté que les compléments en vitamine D2 pourraient faire baisser les niveaux de vitamine D3 dans l'organisme, pourtant considérée comme plus bénéfique pour l'immunité.

La D3 semble également plus efficace pour renforcer les défenses naturelles.

Ces résultats pourraient influencer les recommandations sur les compléments alimentaires, notamment durant l'hiver.

Poches et cernes sous les yeux : pourquoi apparaissent-ils et comment les atténuer ?

Les poches et les cernes sous les yeux n'ont pas la même origine. Les poches sont liées à un relâchement des tissus et à une accumulation de graisse ou d'eau, tandis que les cernes résultent d'une circulation sanguine et lymphatique moins efficace sous une peau très fine.

Le froid peut aider à réduire les poches, mais il n'existe pas de solution miracle contre les cernes, qui peuvent aussi être héréditaires.

Une bonne hygiène de vie et, dans certains cas, des traitements médicaux ou esthétiques peuvent améliorer l'apparence du regard.



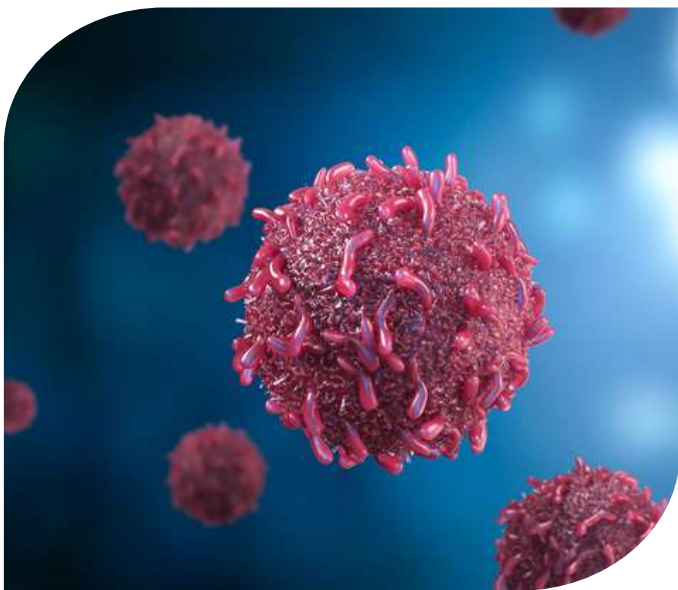
Canicule : pourquoi la chaleur peut provoquer des vertiges au réveil

Par forte chaleur, les vaisseaux sanguins se dilatent pour refroidir le corps, ce qui fait baisser la pression artérielle.

En se levant brusquement, le sang descend vers les jambes et le cerveau est momentanément moins irrigué, provoquant des vertiges ou une sensation de faiblesse. La déshydratation accentue ce phénomène.

Pour le prévenir, il est conseillé de bien s'hydrater, de se lever progressivement et d'éviter de rester longtemps debout en plein soleil. Si les malaises sont fréquents ou s'accompagnent d'autres symptômes, une consultation médicale est recommandée.

Brèves Santé & Conso



Une étude révèle l'influence des gènes sur l'évolution du cancer

Une étude publiée dans Nature montre que le patrimoine génétique hérité influence la manière dont un cancer se développe après une exposition à des facteurs de risque comme le tabac. Des expériences sur des souris révèlent que les gènes orientent l'évolution des tumeurs, leur vitesse de progression et certaines mutations.

Cette découverte pourrait expliquer pourquoi certaines personnes développent un cancer et d'autres non malgré des expositions similaires. À terme, elle pourrait ouvrir la voie à un dépistage et à des traitements davantage personnalisés.

Horaires des repas : un atout pour le cerveau

Une étude menée auprès de femmes en surpoids montre que limiter la prise des repas à une fenêtre de 8 à 9 heures par jour pourrait améliorer certaines fonctions cognitives, comme la mémoire et la résolution de problèmes.

Les participantes ont perdu autant de poids que celles suivant uniquement une restriction calorique, mais avec de meilleurs résultats aux tests cognitifs. Les chercheurs estiment qu'arrêter de manger quatre heures avant le coucher pourrait renforcer ces bénéfices.

Ils rappellent toutefois que ces résultats doivent être confirmés par des études plus larges et qu'une alimentation saine reste essentielle pour réduire le risque de démence.



Deux kiwis par jour pour une peau plus dense : promesse sérieuse ou raccourci séduisant ?

Le kiwi pourrait-il agir sur la peau de l'intérieur ? Une étude récente, largement reprise dans la presse internationale, rapporte une hausse proche de 48 % d'un indicateur de densité cutanée et d'environ 30 % de la prolifération des cellules de l'épiderme après huit semaines de consommation quotidienne de kiwis riches en vitamine C.

Le mécanisme avancé est plausible.

La vitamine C participe à la synthèse du collagène, intervient dans la protection contre le stress oxydatif et contribue au fonctionnement normal des cellules cutanées.

Un traitement anti-âge à base de peau humaine suscite l'intérêt et la controverse

Alors que certaines techniques esthétiques repoussent toujours plus loin les limites de la médecine anti-âge, un nouveau traitement développé en Corée du Sud attire l'attention.

Baptisé Elravie Re2O, ce soin utilise des tissus cutanés humains prélevés sur des donneurs décédés afin d'aider la peau à retrouver densité, élasticité et apparence plus jeune.



Le traitement, dont le nom évoque l'idée d'un « retour à la vingtaine », n'a pas encore reçu l'approbation de la Food and Drug Administration américaine. Malgré cela, certaines cliniques aux États-Unis, notamment à New York, auraient déjà commencé à le proposer de manière limitée. La société à l'origine du produit espère obtenir une autorisation officielle et le commercialiser sur le marché américain d'ici 2027.

Le procédé repose sur l'utilisation d'échantillons de peau provenant de donneurs décédés aux États-Unis, après obtention des autorisations nécessaires. Ces tissus sont ensuite envoyés dans des laboratoires spécialisés où toutes les cellules humaines ainsi que le matériel génétique sont retirés.

Il ne reste alors que la matrice extracellulaire, une structure naturelle riche en collagène, élastine, acide hyaluronique et glycoprotéines adhésives. Cette matrice agit comme une sorte d'échafaudage biologique, permettant aux cellules cutanées du patient de s'y fixer, de se développer et de participer à la reconstruction des tissus.

Selon les spécialistes, l'élimination des cellules permet de réduire les risques de rejet immunitaire ou de réactions allergiques, tout en préservant les composants essentiels à la régénération de la peau.

Contrairement aux injections esthétiques classiques, qui visent souvent à apporter du volume ou une hydratation temporaire, "Elravie Re2O" ambitionne de renforcer la structure même de la peau. Le médecin britannique et expert en esthétique **Ben Taylor Davies** a expliqué au journal "Metro" que ce traitement cherche davantage à reconstruire le soutien naturel du derme qu'à simplement combler les rides.

Sur le plan médical, le produit est décrit comme une "matrice dermique humaine traitée", une appellation plus précise que les formulations sensationnalistes évoquant du collagène issu de cadavres. Le produit final contient un réseau préservé de collagène humain, d'élastine, d'acide hyaluronique et de protéines favorisant l'adhésion et la croissance des cellules cutanées.

En Corée du Sud, le traitement est déjà utilisé dans certaines cliniques dermatologiques depuis la fin de l'année 2024. Le docteur Kim Han-sim, dermatologue à Séoul, affirme que l'absence de cellules dans les tissus réduit fortement les risques de rejet par le système immunitaire et d'effets allergiques.

Certaines patientes rapportent par ailleurs une procédure relativement simple. L'une d'elles a indiqué avoir appliqué une crème anesthésiante avant les injections et n'avoir ressenti qu'une douleur très légère, estimée à un niveau de un sur dix.

Les premiers retours suggèrent que ce soin pourrait contribuer à améliorer la densité et l'élasticité de la peau, réduire l'apparence des rides et ridules, renforcer l'hydratation cutanée et diminuer la visibilité des pores. Le résultat recherché est une peau plus lisse, plus ferme et plus homogène.

Toutefois, l'utilisation de tissus humains donnés soulève aussi des interrogations. Même si les risques sont considérés comme faibles lorsque les protocoles de sélection des donneurs et de fabrication sont strictement respectés, ils ne sont pas inexistantes. Des réactions immunitaires, une contamination ou une infection restent théoriquement possibles.

Entre promesse de régénération cutanée et prudence réglementaire, "Elravie Re2O" illustre l'évolution rapide du marché de l'esthétique anti-âge. Son avenir dépendra désormais de sa validation scientifique, de son encadrement médical et de l'approbation des autorités sanitaires, notamment aux États-Unis.



FAKE DE LA SEMAINE

**LA POLICE ESPAGNOLE DÉMENT TOUT
RAPPORT ATTRIBUANT AU MAROC LA
PLANIFICATION DES ÉVÉNEMENTS DE SEBTA**



La Police nationale espagnole a démenti, mercredi, l'existence de tout rapport sécuritaire attribuant aux forces de sécurité marocaines la responsabilité de la planification ou de l'exécution des événements survenus dans le préside occupé de Sebta les 30 et 31 juillet derniers.

AUTOMOBILE AU MAROC : LE MARCHÉ FREINE EN AOÛT, MAIS L'ÉLECTRIFICATION ET LES MARQUES CHINOISES ACCÉLÈRENT

Après plusieurs mois de forte croissance, le marché marocain des voitures neuves marque une nette pause en août 2026. Les ventes progressent de seulement 0,9 % sur un an et les voitures particulières reculent pour la première fois de l'année. Derrière ce ralentissement se dessinent toutefois deux transformations majeures : les véhicules électrifiés représentent désormais 17,4 % du marché VP et les marques chinoises dépassent 11 % de part de marché.

Le marché automobile marocain vient-il d'atteindre un palier après son début d'année particulièrement dynamique ? Les dernières statistiques de l'Association des importateurs de véhicules au Maroc (AIVAM) invitent en tout cas à la prudence.

En août 2026, 14 979 véhicules neufs ont été vendus au Maroc, contre 14 851 un an auparavant. La progression n'est donc plus que de 0,9 %, soit le rythme mensuel le plus faible enregistré depuis le début de l'année.

Le contraste avec les mois précédents est significatif : le marché avait encore progressé de 16,7 % en juin et de 5,2 % en juillet.



Les voitures particulières passent dans le rouge

Le principal signal d'alerte vient des voitures particulières (VP). Avec 12 716 immatriculations en août, leurs ventes reculent de 2,2 % sur un an, une première en 2026.

Les véhicules utilitaires légers (VUL) évoluent dans la direction opposée : 2 263 unités ont été écoulées durant le mois, soit une progression de 22,1 %.

Il ne faut cependant pas confondre ralentissement mensuel et retournement du marché. Sur les huit premiers mois de l'année, 167 465 véhicules ont été vendus, soit une hausse toujours robuste de 14,2 % par rapport à janvier-août 2025. Les VP progressent de 13,5 % et les VUL de 19,8 %.

Près d'une voiture particulière sur six est désormais électrifiée

C'est probablement la transformation la plus structurante révélée par les chiffres de l'AIVAM.

Entre janvier et août 2026, 25 755 véhicules électrifiés — hybrides, hybrides rechargeables, mild-hybrides, électriques et modèles à prolongateur d'autonomie — ont été immatriculés. Ils représentent désormais 17,4 % du marché des voitures particulières, contre seulement 10,9 % un an auparavant.

Le volume des véhicules électrifiés bondit ainsi de 81 % en un an.

LIRE LASUITE

By Lodi
Auto
Auto

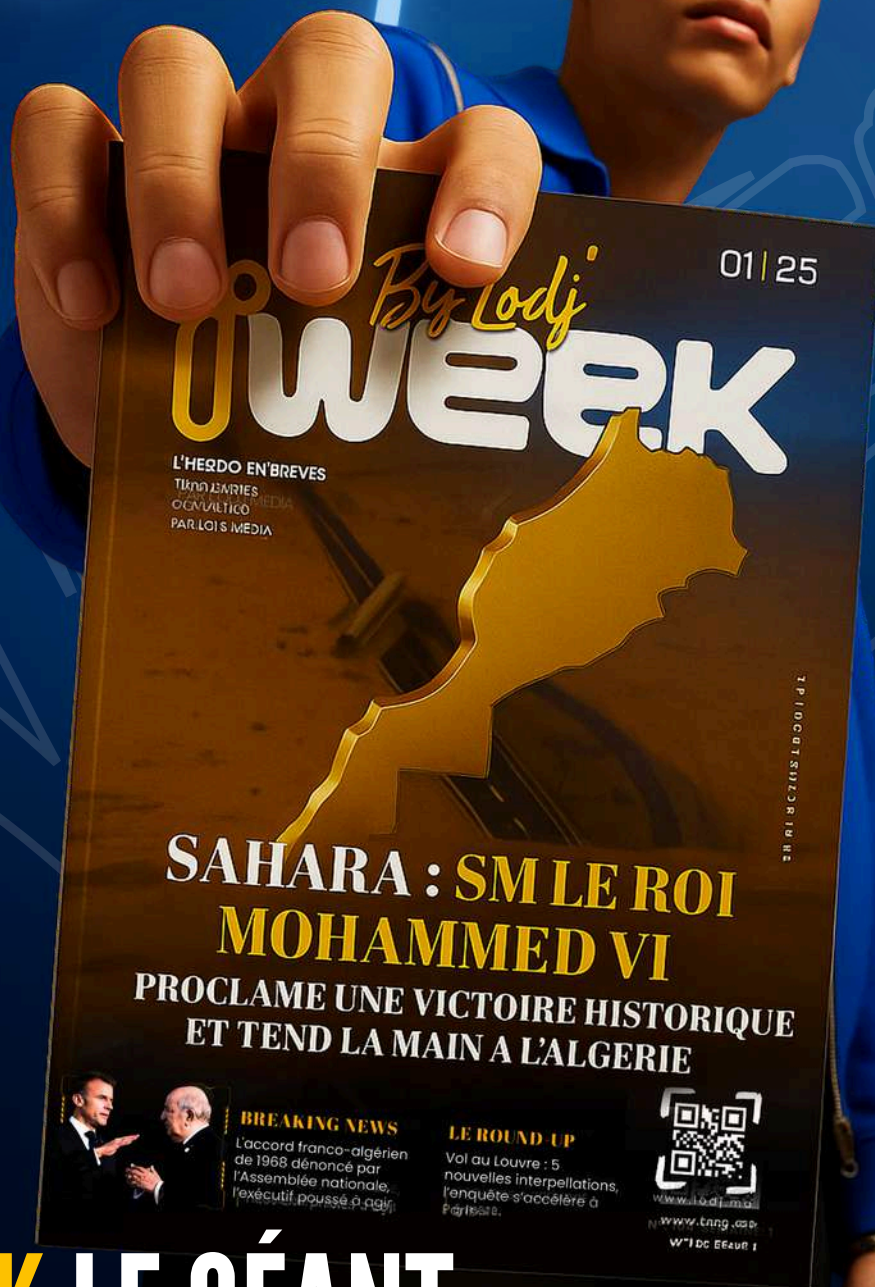
MOHAMED AIT
BELLACHEN

**IL
NOUS A
QUITTÉS**

Numéro
138

Haj Mohamed Rahimi le père de
l'international marocain Soufiane
Rahimi décédé

By Lody



IWEEK LE GÉANT DE L'ACTU

L'essentiel du Maroc et du monde

www.pressplus.ma

